

HÔPITAL



SANTÉ EN DANGER

Dossier
CONGRÈS NATIONAL DU NPA

Pages 6 et 7



ÉDITO
Entreprises du futur,
exploitation permanente
Page 2

PREMIER PLAN
Tunisie: vague de
mobilisations sociales
Page 2



ACTU POLITIQUE
«Fake news»: vers un
ministère de la Vérité?
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Pierre Puchot
sur le phénomène jihadiste
Page 12



édito

Par HENRI WILNO

Entreprises du futur, exploitation permanente

Dans le discours à la mode fleurissent les éloges sur les « entreprises du futur » où se conjuguerait les nouvelles technologies et des relations de travail épanouissantes pour les salariéEs. En fait, la réalité est bien plus catastrophique pour celles et ceux qui y travaillent. Dans les « entreprises du futur » coexistent trois modèles. Dans le premier d'entre eux, l'utilisation des nouvelles technologies est mise au service d'une intensification du travail. C'est notamment le cas chez Amazon (dont le fondateur Jeff Bezos ne cesse de s'enrichir avec une fortune dépassant désormais les 100 milliards de dollars). Ainsi que l'explique une salariée dans *Mediapart*: « Nous avons des objectifs, tant de colis à faire à l'heure, et tout ça est indiqué sur notre écran ou sur notre scan. Si on n'y arrive pas, ça s'affiche en rouge sur l'ordinateur du manager qui vient nous voir. » Il s'agit de détruire tous les petits moments où les salariéEs peuvent souffler, de faire que 100% de leur temps de présence alimente la machine à profit.

Le deuxième modèle, souvent décrit, est celui de l'« ubérisation » et des plateformes où les travailleurEs sont transformés en « indépendants » aux droits dérisoires. Le troisième modèle, plus minoritaire, est celui de l'entreprise « innovatrice » où les capacités des salariéEs, souvent jeunes, doivent être mobilisées au service de la « créativité » et du fondateur de l'entreprise. Dans ces entreprises règnent souvent derrière des rapports « cools », un mépris à différentes facettes. Mépris des horaires : c'est la charge de travail qui décide. Mépris du droit du travail : on ne va pas s'encombrer d'un « formalisme inutile ». Mépris des salariéEs qui ne se plient pas tout à fait à la norme : ce ne sont que des « fonctionnaires ». Mépris des femmes aussi. Quant à Dream, le studio de jeu vidéo indépendant français le plus connu dans le monde, exposé au grand jour dans la presse à l'occasion d'une plainte aux prud'hommes, est une illustration de cette réalité.

Dans ces entreprises se combinent donc formes traditionnelles et d'avant-garde pour pressurer les travailleurEs. L'entreprise capitaliste demeure, dans un contexte de financiarisation et de démantèlement des droits sociaux, une machine à faire des profits. Réalité fondamentale qui n'est en rien remise en cause par les discours doucereux. La seule garantie des travailleurEs des entreprises, du futur ou pas, c'est leur organisation et leur capacité à créer un rapport de forces.

BIEN DIT

« Cette décision est une victoire, j'en suis heureux. [...] Je suis un citoyen tout à fait normal. J'ai simplement fait ce qui me semblait juste. Maintenant il faut que ceux qui agissent comme moi soient protégés. »

ANTOINE DELTOUR, lanceur d'alerte dans l'affaire des « LuxLeaks », réagissant à la décision de la Cour de cassation du Luxembourg, le 11 janvier, d'annuler sa condamnation.

À la Une

Faire converger les luttes pour défendre l'hôpital et la santé

Les directions hospitalières viennent de consolider leur budget 2017 et ont projeté celui de 2018 avec les agences régionales de santé. Une hécatombe programmée.

Les établissements publics hospitaliers ont été confrontés, en 2017, à un déficit compris entre 1,2 milliard et 1,5 milliard d'euros, soit trois fois plus qu'en 2016 (470 millions).

Un cycle sans fin

L'augmentation de l'activité à hauteur de 2,5 ou 3% n'a pas été au rendez-vous, les enveloppes spéciales du gouvernement dites « dotations MIGAC » ont baissé drastiquement, les tarifs des actes hospitaliers ont encore diminué de 1% cette année, l'accroissement de l'endettement devient indispensable pour continuer d'investir, les médicaments innovants coûtent de plus en plus cher, les factures non recouvrées progressent, l'absentéisme des salariéEs qui sont épuisés est devenu un cycle sans fin...

Pour 2018, les choix politiques du gouvernement vont accentuer cette mort lente des hôpitaux avec un « Objectif national des dépenses d'assurance maladie » qui progressera de 2,3% et qui obligera des restrictions budgétaires record à 4,2 milliards d'euros (contre 4,05 milliards en 2017 et 3,4 milliards en 2016). Ce qui signifie du déficit et/ou des suppressions de postes en masse pour la grande majorité des hôpitaux, alors que les effectifs manquent déjà dans tous les services.

De Marseille à Paris

En ce qui concerne l'AP-HM, Assistance publique-hôpitaux de Marseille, cela va se traduire par une suppression de 800 à 1000 postes, dont plus de 400 soignantEs pour le 3^e CHU de France, qui cumule 1 milliard de dette et 400 millions de déficit sur un budget de 1,3 milliard d'euros. Tel est le chantage de l'État, contre 250 à 300 millions d'euros d'investissements. D'après les syndicats (FO, CGT, CNI), 223 postes ont déjà été supprimés depuis 2015,

DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL À L'HÔPITAL



CHARMAG

dont 81 dans les services de soins. Ces 300 à 400 suppressions de postes de soignantEs seraient l'équivalent pour l'ARS de fermetures de lits d'hospitalisation complète pour un développement de la chirurgie ambulatoire qui rapporterait des « gains de productivité ».

Pour le 1^{er} CHU de France, l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), on parle de 180 à 280 suppressions de postes contre le maintien des investissements de l'ARS et de la Direction générale de l'offre de soins. L'AP-HP cumule 2,2 milliards d'euros d'endettement et 174 millions de déficit sur un budget de 7 milliards (soit respectivement 32,2% d'endettement et 2,48% de déficit). Et pour la première fois dans l'histoire de l'AP-HP, les représentants des médecins (CME) ont voté contre le budget à l'unanimité! Pour eux, « la réduction des effectifs soignants rend irréaliste l'objectif

d'un accroissement permanent de l'activité et dégrade la qualité de vie au travail. Cela fait courir un risque réel pour la sécurité et la qualité des soins dont nous sommes les garants. Tout en reconnaissant les efforts de la direction générale, la CME émet donc un avis défavorable sur le PGFP ». Alors que les personnels sont déjà épuisés, obligés de reporter leurs congés, que les arrêts maladie, maternité ne sont pas remplacés, l'épuisement professionnel gagne les hospitalierEs comme une pandémie, quand ils ne se suicident pas.....

Imposer une autre logique de financement de l'hôpital

Malgré les « économies » réalisées, comme la réforme de l'organisation du travail qui a sacrifié des jours de repos aux salariéEs, la diminution de l'indemnité du travail de nuit, la restriction de la prime d'installation

pour les personnes qui deviennent titulaires, ces régressions ne sont qu'une goutte d'eau dans le retour à l'équilibre financier exigé.

C'est le financement de l'hôpital qu'il faut changer! Car les tarifs des actes hospitaliers sont sous-évalués et ne peuvent « coller » à la réalité de chaque situation de travail. Surtout quand ils sont soumis aux choix politiques qui favorisent les restrictions budgétaires plutôt que la chasse aux paradis fiscaux ou à l'« optimisation fiscale ». Et ce n'est pas le semblant de révision de la tarification à l'activité annoncé par la ministre Buzyn qui donnera à l'hôpital les moyens de remplir ses missions.

La politique fiscale macronienne, qui choisit de faire payer, au sens propre comme au figuré, les pauvres plutôt que les riches, est une atteinte aux droits humains voire une mise en danger d'autrui!

Les foyers de lutte sont nombreux mais en ordre dispersé. Pour autant, les hospitalierEs en lutte arrachent quelques victoires, à l'instar des grévistes de la pédopsychiatrie de Toulouse et de ceux de la psychiatrie de Rennes (voir interview page 9). Les syndicats, qui devraient être à l'initiative de la coordination nationale de toutes ces mobilisations vers un mouvement d'ensemble, ne trouvent pas la voie de l'unité. Comme il est à craindre que la proximité des élections professionnelles, en décembre prochain, ne les y aident pas, les militantEs et toutes celles et ceux qui veulent en découdre et ouvrir une brèche dans la politique de santé de ce gouvernement n'ont d'autre choix que de prendre leurs affaires en main. L'assemblée initiée par SUD santé sociaux le 23 janvier à Paris sera l'occasion d'en débattre pour imposer la convergence des hôpitaux en lutte dans le paysage syndical, et donner ainsi un avenir à la défense de l'hôpital public.

CorrespondantEs

TUNISIE

Vague de mobilisations sociales

Le 8 janvier a débuté en Tunisie une vague de mobilisations contre la vie chère, et plus largement contre le durcissement de la politique d'austérité découlant de la loi de finances 2018.

Depuis 2011, le coût de la vie a augmenté de 35%. Officiellement, l'inflation a été de 6,4% en 2017, mais pour de nombreux produits, cela a été beaucoup plus. Pour 2018, la loi de finances prévoit notamment la

hausse d'une série d'impôts, dont 1% pour la TVA. Le tout dans un contexte où le chômage a grimpé à 15% (30% chez les chômeurEs diplômés).

Les mobilisations ont touché simultanément la plus grande partie du territoire. Certaines se sont transformées en émeutes nocturnes. Pouvoir et contestataires s'accusent mutuellement des violences et des pillages. Le pouvoir a répliqué par une répression de grande ampleur. Entre le 8 et le 11 janvier, 773 personnes ont été arrêtés. Parmi elles, un tiers ont moins de 20 ans. Dans ces conditions, les manifestations nocturnes sont retombées dès le soir du 11 janvier, ainsi que les émeutes qui leur succédaient. Concernant les

revendications, le gouvernement s'est contenté de promettre quelques mesures pour les plus démunis.

« Qu'est-ce qu'on attend ? »

Sous ce nom évocateur, est apparu un collectif de jeunes cherchant à agir par d'autres moyens que l'émeute. Outre la suspension de la loi de finances, « Fech Nestanew » avance également une série de mesures sociales concrètes, et appelle à former des coordinations régionales pour en obtenir la satisfaction. Le collectif s'organise à travers sa page Facebook. Pour élaborer ses revendications, il s'est notamment appuyé sur la constitution de « cahiers de doléances ». Indépendant des partis politiques,

il est d'accord pour agir en commun avec toutes les organisations ayant des positions convergentes.

La gauche politique et les mobilisations

Le Front populaire, qui regroupe notamment l'essentiel des forces politiques se réclamant de la gauche, refuse le nouveau plan d'austérité. Ses députés ont voté contre la loi de finances. Pour le Front, les hausses des prix représentent le début des mesures d'austérité imposées par le FMI dont le gouvernement est devenu une « administration locale ». Le Front populaire juge nécessaire le départ d'un pouvoir qui gouverne « au profit d'une minorité de mercenaires et

Un monde à changer

L'IMPUDENCE D'UN BON SERVITEUR DES RICHES. « Ce n'est pas contradictoire de constater que cette politique avantage les plus riches et de considérer qu'elle va dans le bon sens », estime d'après le Monde l'avocat fiscaliste Michel Taly, commentant une étude de l'institut économique OFCE qui conclut que les riches vont être les grands gagnants des premières mesures fiscales de Macron. D'après l'OFCE en effet, « les 5% de ménages les plus aisés capteraient 42% des gains » liés aux réformes. Et, parmi eux, les 2% les plus riches toucheraient le jackpot car leur fortune comprend une large part de capital financier et ils sont, à ce titre, les principaux bénéficiaires de la suppression de l'impôt sur la fortune et de la mise en place du PFU (prélèvement fiscal unique), qui donne un régime fiscal très privilégié aux revenus financiers. De plus, l'OFCE fait remarquer que les cadeaux de Macron ont un coût. « À fin 2019, quelque 8 milliards d'euros de mesures ne sont pas encore financés. Ils le seront vraisemblablement par une réduction de la dépense publique, qui amputera le pouvoir d'achat des ménages, notamment des moins aisés (dépenses des collectivités locales, rémunération des

fonctionnaires, économies sur le logement...) », explique un économiste de cet institut. Autrement dit, non seulement les revenus bas et moyens ne bénéficieront que pas ou peu des réformes de Macron mais les paieront en baisse des dépenses publiques. Mais pour Michel Taly pas de problèmes : « la dépense publique ne peut pas être financée uniquement par les riches et les entreprises ». Comme si c'était le cas en France où la TVA, l'impôt le plus injuste, pèse lourdement sur les ménages ! Pourtant Taly est un spécialiste en fiscalité : il en a été chargé au cabinet de Michel Rocard alors Premier ministre puis a été directeur de la législation fiscale au ministère des Finances. À partir de 1995, il décide que permettre aux riches et aux entreprises d'échapper à l'impôt est plus rentable que de travailler comme fonctionnaire à le faire payer. Il devient conseiller fiscal. Il est aussi membre du bureau de la commission fiscale du Medef. Au vu de ce CV, personne ne s'étonnera des opinions de ce bon serviteur de sa classe sociale. Mais il a au moins le mérite de laisser échapper quelques vérités alors que le gouvernement cherche à nous enfumer avec son budget censé profiter à tous les Français.

SCANDALE D'ÉTAT

Le dossier de la mort de Rémi Fraisse est clos, pas celui de notre colère !

Après avoir rejeté toutes les demandes de la famille de Rémi Fraisse, les juges viennent de rendre une ordonnance de non-lieu.



Pourtant, Rémi a bien été tué le 26 octobre 2014 à Sivens par une grenade offensive lancée par un gendarme mobile. Pourtant la gendarmerie, la préfecture et le ministère de l'Intérieur ont bien tenté de dissimuler les faits pendant plusieurs jours, avant de les déformer. Pendant plus de trois ans, la justice n'a prononcé aucune mise en examen et n'a jamais poussé les investigations. Aujourd'hui, Rémi et les opposantEs sont stigmatisés et le récit des gendarmes est validé quand les juges affirment que le gendarme « n'avait d'autre solution que de lancer une grenade OF1, en raison de l'impérieuse nécessité de mettre à distance les opposants les plus virulents, dont certains étaient quasiment au contact » et « qu'il a agi de manière proportionnée ». Proportionnée à quoi ? Aux

consignes reçues ? À la volonté de Valls, Premier ministre « socialiste », de casser la contestation ?

Répression policière contre les résistances

Nous ne pouvons que reprendre les paroles du père de Rémi : « La justice est aux ordres, la raison d'État de deux gouvernements successifs a prévalu ». Car, loin d'être accidentelle, la mort de Rémi Fraisse est la conséquence d'une stratégie de tension et de violence mise en place par l'État, avec

la complicité de la FNSEA, alors déterminé à briser la mobilisation par la force. Ce jugement exonère de fait les pouvoirs publics, notamment le ministre de l'Intérieur de l'époque, Bernard Cazeneuve, de toute responsabilité, alors que c'est bien en raison de décisions prises au sommet de l'État qu'un jeune de 21 ans est mort ce jour-là.

Notre-Dame-des-Landes, une zone à vraiment protéger !

La décision de non-lieu est inquiétante car elle montre, une fois de

plus, que lorsqu'il s'agit de garantir l'impunité des crimes commis par des policiers et des gendarmes, la justice répond toujours présent, elle qui est si pointilleuse pour punir les pauvres, les jeunes des quartiers, les militantEs. De plus, ce non-lieu accorde une légitimité à la violence des forces de l'ordre, au moment où Gérard Collomb menace d'évacuer la ZAD de Notre-Dame-des-Landes « par la force ». Le NPA soutient les propositions des opposantEs à l'aéroport, celles et ceux visés par une procédure d'expulsion ou d'expropriation, pour qu'ils et elles puissent rester sur la zone et retrouver leurs droits, les agriculteurEs, en lutte, qui continuent de cultiver librement les terres dont ils et elles ont l'usage, les nouveaux habitantEs qui expérimentent depuis des années des formes différentes de travail, d'habitat, de vie et de lutte. C'est le mouvement anti-aéroport et non les institutions qui doit déterminer l'usage des terres pour de nouvelles installations, agricoles ou non, officielles ou non, pour un « avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion ».

Commission nationale écologie



de corrompus locaux ». Il appelle à la tenue d'élections législatives et présidentielle anticipées. Le Front cherche à constituer une coalition des organisations exigeant le retrait de la loi de finances 2018 et

soutenant les mouvements populaires pacifiques. Ce positionnement lui a valu des attaques haineuses et mensongères du pouvoir dirigé par des notables de l'ancien régime et les islamistes

d'Ennahdha. Ce climat fait peser de graves menaces sur les militantEs du Front et sur ses locaux. Des individus non identifiés ont par exemple saccagé et incendié le local du Parti des travailleurs dans la ville natale de Hamma Hamami, le porte-parole central du Front populaire placé sous protection personnelle permanente depuis l'assassinat de Mohamed Brahmi en juillet 2013.

Et l'UGTT ?

Depuis la crise majeure du second semestre 2013, le syndicat Union générale tunisienne du travail (UGTT) est à la recherche d'un consensus entre toutes les forces politiques et sociales. Ce positionnement, contesté périodiquement par les structures les plus combattives de l'UGTT, est mis en difficulté à chaque montée des luttes. Cela avait notamment été le cas en lors des grèves de 2014-2015.

Il est difficile pour l'instant de savoir comment finiront par s'établir au sein de la centrale syndicale les rapports de forces entre :

- les partisans d'une lutte résolue contre les mesures d'austérité,
- les partisans de la recherche d'un consensus avec le patronat et un pouvoir soumis aux ordres du FMI. Mais la situation est tellement insupportable que des grèves vont nécessairement avoir lieu. Une grève générale des lycées et collèges est par exemple déjà annoncée pour le 15 février. Il est toutefois trop tôt pour savoir si les grèves vont se généraliser et rendre possible une convergence des luttes. En attendant, des manifestations pacifiques continuent en journée.

Dominique Lerouge

NB : Une version longue de cet article est disponible sur le site du NPA. De très nombreux documents sont par ailleurs en ligne sur le site associatif Europe solidaire sans frontières (ESSF).

Le chiffre 60%

D'après une étude de l'assurance maladie, les victimes des accidents du travail avec arrêt pour troubles psychosociaux sont à 60% des femmes. EmployéEs et ouvrierEs sont les plus touchés. 1 000 cas sont reconnus chaque année, mais l'assurance maladie elle-même reconnaît que la réalité est plus proche de 20 000.



Agenda

Samedi 20 janvier, manifestation antifasciste, Strasbourg. Pour exiger la fermeture de l'Arcadia, local-bar du mouvement néofasciste Bastion social inauguré à Strasbourg le 9 décembre. À 14h, place de Zurich.

Samedi 20 janvier, Meeting du Front social, La Plaine Saint-Denis. À 14h, à la Belle Étoile, 14, allée saint-juste, métro Front-populaire.

Mercredi 24 janvier, « Mai 68 – 2018? », débat avec Alain Krivine, Paris. À 19h30, au café-restaurant Le 108, 108, avenue de Flandre, 75019 Paris (M° Crimée, sortie 2).

Jeudi 25 janvier, rassemblement pour la relance de Loïc, Paris. Membre de la Compagnie Jolie Môme, militant sur tous les fronts, Loïc est poursuivi suite à l'occupation du Medef par les intermittents en juin dernier. À 8h devant le Palais de Justice de Paris, île de la Cité, métro Cité ou Châtelet.

Jeudi 25 janvier, café politique du 17^e, « Qui fait la Justice? », Paris. À 19h30, au Tempo, 18, rue Brochant à Paris 17^e, métro Brochant. Organisé par: Attac, Collectif Roosevelt, Ensemble, Nouvelle Donne, NPA, PCF, PG.

NO COMMENT

« Je pense qu'il faut rester vigilant dans notre façon de gérer l'immigration. On ne verra jamais d'ours blanc en Afrique et pas plus de girafes sur la banquise. »

GÉRARD SIMONET, maire (LR) de Moirans (Isère), le Dauphiné libéré, 14 janvier 2018.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MIGRANT-E-S Projet de loi « asile et immigration » : toujours plus loin dans les politiques racistes



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILLO

Judi 11 janvier, une trentaine d'associations de soutien aux migrantEs étaient reçues à Matignon afin que leur soit présenté le projet de loi « asile et immigration ».

Un des objectifs d'Édouard Philippe était de mettre en place le suivi d'une circulaire particulièrement scandaleuse qui impose un contrôle des étrangerEs accueillis dans des centres d'hébergement d'urgence. Circulaire contre laquelle 27 associations ont déposé un recours devant le Conseil d'État. Jugeant le projet de loi inacceptable et se refusant à participer à une parodie de consultation, le Gisti (Groupe d'information et de soutien aux immigrés) et Médecins sans frontières ont refusé l'invitation à la rencontre. À juste titre : celle-ci a en effet montré le refus total du gouvernement du moindre dialogue avec les organisations réunies, pourtant unanimes dans leur dénonciation d'un projet de loi dénoncé comme « inhumain et technocratique » par le président de la Ligue des droits de l'homme Malik Salemkour.

Durcir les conditions d'obtention de l'asile

Ce projet a en effet pour objectif de durcir encore les conditions pour l'obtention de l'asile en France et de renforcer les pouvoirs de l'État dans la coercition contre les personnes sans papiers. Ainsi, il réduit les délais d'étude des dossiers de demande d'asile avec des procédures accélérées passant de 120 à 90 jours. Or, ce temps de délai est essentiel pour les migrantEs. Il est en effet nécessaire pour préparer correctement les difficiles dossiers permettant de démontrer les dangers courus par la personne dans son pays d'origine. Récolter les documents et preuves, les faire traduire, prendre connaissance de ses droits : tout cela demande en effet du temps. Quant au recours en cas de refus de l'asile, il serait réduit à moins de 15 jours (c'est-à-dire rien) et ne serait plus forcément suspensif pour une expulsion. Les conséquences en seraient claires : davantage de réfugiéEs ne pouvant accéder à l'accueil indispensable pour protéger leur vie, et donc expulsés vers un sort tragique ou plongés dans la précarité d'une vie « sans-papiers ». Autre mesure inacceptable, l'augmentation de la durée maximale de rétention administrative de 45 à 90 jours, soit 3 mois de prison juste pour n'être pas en règle administrativement.

Racisme d'État décomplexé

Si certaines associations reçues jeudi se sont dites surprises de l'absence totale de dialogue de la part du gouvernement, ces mesures ne sont malheureusement pas étonnantes. Elles se situent dans la ligne droite d'une politique raciste qui, sous Macron, atteint des sommets que ni Sarkozy ni Hollande et Valls n'avaient osé gravir. Derrière ce racisme d'État décomplexé, les enjeux sont nombreux pour le gouvernement. Il s'agit bien sûr de mener sur ce terrain la politique la plus à droite possible afin de s'assurer le soutien de la frange la plus xénophobe de la population française et de ses élites. Mais derrière, il y a d'autres motivations. Petit à petit, le gouvernement met en place un État d'exception dont les mesures anti-migrantEs sont une pièce : militarisation des zones frontalières comme dans la vallée de la Roya, accroissement de l'arbitraire policier, banalisation de l'enfermement administratif, recul des droits à un hébergement, à la scolarisation, à la vie de famille, à la libre circulation, répression des militantEs... Derrière la loi « Asile et immigration », c'est encore une attaque brutale contre les droits démocratiques qui est menée. Cela exige donc une réponse unitaire forte et urgente de l'ensemble du mouvement social.

José Rostier

«FAKE NEWS» Vers un ministère de la Vérité ?

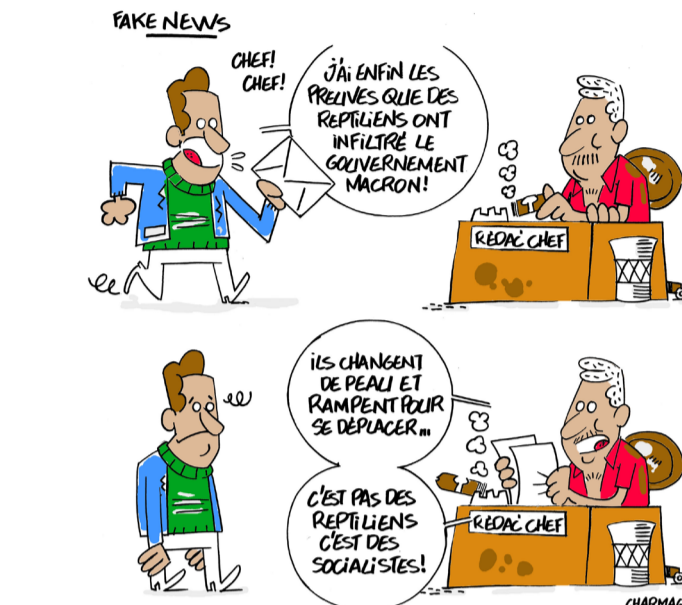
Le 3 janvier, lors de ses vœux à la presse, Emmanuel Macron annonçait son intention de légiférer contre les « fake news ». Quelques jours plus tard, une étude de l'Ifop consacrée au « complotisme », était largement relayée dans les médias et utilisée comme un argument à l'appui des propositions de Macron : contre la crédulité, il serait urgent de légiférer. Vraiment ?

« Nous allons faire évoluer notre dispositif juridique pour protéger la vie démocratique de ces fausses nouvelles » : c'est ainsi qu'Emmanuel Macron a présenté son projet de législation anti-« fake news ». Et de s'en prendre à « cette propagande articulée avec des milliers de comptes sur les réseaux sociaux » pour annoncer : « En cas de propagation d'une fausse nouvelle, il sera possible de saisir le juge à travers une nouvelle action en référé permettant le cas échéant de supprimer le contenu mis en cause, de déréférencer le site, de fermer le compte utilisateur concerné, voire de bloquer l'accès au site internet ».

Vous avez dit « fake news » ?

On relèvera tout d'abord l'aspect cocasse de la croisade de Macron, dont l'entourage ne manque pas de spécialistes en « fake news ». Florilège : « Nous avons voulu protéger les plus modestes, protéger les plus fragiles [en favorisant] le pouvoir d'achat. » (Bruno Le Maire, à propos du budget 2018) ; « On a mis un barème qui correspond à la moyenne de ce qui se fait aujourd'hui aux prud'hommes. » (Muriel Pénicaud, à propos du plafonnement des indemnités prud'homales) ; « La baisse moyenne des loyers sera supérieure à la baisse des APL, donc les gens ne devraient pas le sentir à la fin du mois. » (Aurore Bergé, porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée) ; etc.

Plus grave encore, si l'on peut certes comprendre que Macron, lui-même visé par des « fake news » durant la campagne présidentielle, soit remonté contre ceux qui ont propagé



de fausses informations à son sujet, on a toutes les raisons de s'inquiéter d'une proposition qui consiste, ni plus ni moins, à attribuer aux institutions judiciaires la possibilité de statuer sur ce qui est « vrai » et ce qui est « faux ». Car on voit immédiatement comment un tel dispositif pourrait facilement dériver, a fortiori à l'heure du renforcement généralisé de l'autoritarisme : Macron prévoit-il de mettre en place un ministère de la Vérité, comme dans le 1984 de George Orwell ?

« Faire oublier la fake news des puissants »

Contrairement à ce que prétend Macron, les « fake news » ne sont pas un phénomène nouveau, ne sont pas l'apanage de réseaux sociaux, et ne sont pas seulement imputables à des comptes anonymes. Avec la stigmatisation d'un certain type de

« fake news », c'est en réalité à un découpage symbolique auquel on assiste : ainsi que l'a relevé Frédéric Lordon sur son blog du *Diplo*, « [en reproduisant] le système général des autorisations différentielles propre aux inégalités sociales, système par lequel le même acte est jugé différemment selon la position sociale des commentants, la dénonciation de la fake news des gueux a pour objet de faire oublier la fake news des puissants ». Le même mécanisme est à l'œuvre dans la dénonciation généralisée du « complotisme », qui a connu un nouveau temps fort avec la publication de la récente enquête de l'Ifop. Une enquête à la méthodologie contestable (et contestée), qui amalgame sans complexe doutes légitimes envers la parole institutionnelle et/ou médiatique et croyance en des théories farfelues, voire dangereuses, comme si l'on pouvait ranger toutes

ces attitudes sous le label « complotisme ». Ou comment (tenter de) délégitimer toute critique, entre autres, de l'absence de pluralisme dans les médias, de l'opacité des liens entre multinationales et gouvernements ou encore des mensonges d'État, notamment en ce qui concerne la politique étrangère.

Au pays des aveugles...

Il ne s'agit pas de nier l'existence des campagnes de diffamation via des « fake news », ni de la propension de certains individus et courants politiques, notamment à l'extrême droite, à proposer des visions complotistes de l'histoire. Mais la lutte contre ces phénomènes ne peut être confiée à des spécialistes des promesses non tenues, de la langue de bois et du mensonge, partisans d'un système économique fondé sur la concurrence et donc, nécessairement, sur le secret, qu'il soit diplomatique, bancaire, industriel ou commercial. Tant que la quasi-totalité des médias d'information seront la propriété de grands groupes privés dont les propriétaires ne cachent pas leur proximité avec les pouvoirs publics (qui le leur rendent bien, notamment par leurs politiques fiscales et antisociales) et tant que les autorités continueront de légitimer, au nom de la « raison d'État » ou des « intérêts supérieurs de la nation », leurs propres mensonges, trahisons et dissimulations, la prétendue lutte contre les « fake news » et le « complotisme » sera vaine, et ressemblera avant tout à un combat contre l'information alternative, l'esprit critique et la contestation légitime de l'ordre établi.

Julien Salingue

#METOO Défendre la liberté d'importuner le patriarcat

La tribune défendant « le droit à la liberté d'importuner indispensable à la liberté sexuelle », parue dans le Monde le 9 janvier, est l'une des plus récentes expressions de la contre-offensive réactionnaire face à #MeToo.

Au-delà de son contenu, le plus choquant dans le texte publié par le Monde, c'est que plus de 100 femmes, dont des artistes et des intellectuelles, se soient mises du côté des dominants, des hommes agresseurs, du système patriarcal.

Ces femmes défendent un camp social

La preuve que les femmes ne sont pas toutes féministes, mais surtout la preuve que dans le groupe social composé par les femmes certaines pensent avoir intérêt à conserver ce système politique. Car nous ne pouvons ignorer qui sont les signataires : dans leur grande majorité des petites-bourgeoises blanches dont beaucoup se trouvent dans les sphères de pouvoir médiatique et intellectuel. Nous ne pouvons pas ignorer non plus qu'elles nous demandent de choisir une forme de patriarcat plutôt qu'une autre. C'est en ce sens qu'il faut comprendre cette phrase : « Cette fièvre à envoyer les "porcs" à l'abattoir, loin d'aider les femmes à s'autonomiser, sert en réalité les intérêts des ennemis de la liberté sexuelle, des extrémistes religieux ».

Au-delà de la classe à laquelle elles appartiennent, il s'agit aussi

LES RÉACS S'OFFRENT UNE TRIBUNE DANS LE MONDE



de comprendre la politique qui est ainsi légitimée : certaines signataires défendent la réaction depuis de nombreuses années, à l'instar d'Élisabeth Lévy.

La défense de l'hétéronormativité

Il y a une confusion notoire dans la tribune, que l'on a beaucoup entendue par ailleurs, y compris dans nos milieux : les hommes auraient peur de draguer, il faudrait faire attention à ne pas les brimer. C'est autour de la défense de la drague, de

l'amour, de la liberté sexuelle, qu'est construite cette tribune. Mais contrairement à ce qu'avance ce texte, il n'y a rien de sauvage dans les relations sexuelles/amoureuses/affectives : les sociétés humaines sont construites. D'ailleurs les « pulsions animales » n'ont jamais l'air de concerner les femmes... Cette défense de la liberté sexuelle contre une pseudo-morale victorienne est en fait une défense de l'hétéronormativité et de ses rapports de domination. C'est postuler le droit pour les hommes de poser leur main sur les genoux d'une femme. Est-ce

que MeToo présente un risque pour la liberté des hommes de harceler, d'agresser, de violenter, de violer ? S'agit-il de brimer les hommes qui veulent nous forcer à entrer dans une relation sexualisée dont nous ne voulons pas ? Oui, cent fois oui. Et nous l'assumons.

La liberté des dominants

Au fond, c'est toujours la même rhétorique : il faut défendre la liberté d'importuner des dominants, de caricaturer les dominéEs, de blaguer contre celles et ceux qui subissent l'oppression. La prétendue censure est un mythe. La grande majorité des films, des écrits, de la production culturelle est un vecteur de l'idéologie dominante, de l'idéologie de classe, patriarcale et raciste. Dans cette rhétorique, il s'agit toujours de défendre les dominants, mais jamais celles et ceux qui subissent. Nous assumons de défendre les dominéEs, les oppriméEs, les exploitéEs, celles et ceux qui n'ont pas leur place dans les livres d'histoire, celles et ceux qui sont invisibles, celles et ceux dont on n'écoute pas la voix. Nous assumons de vouloir créer un rapport de forces pour changer de système. Nous défendons la liberté d'importuner. D'importuner les dominants, d'importuner le patriarcat, d'importuner la classe bourgeoise. Et même de renverser ce système pour créer une société d'émancipation, où chacunE pourra s'épanouir.

Mim Effe

PÉROU Mobilisation populaire contre la grâce accordée à Alberto Fujimori

Depuis le 24 décembre, le peuple péruvien se mobilise à Lima, Arequipa, Ayacucho et d'autres villes au Pérou, ainsi qu'à l'étranger, contre la grâce présidentielle accordée à Alberto Fujimori par le président Pedro Pablo Kuczynski.

Alberto Fujimori, ancien président du Pérou, a été condamné à 25 ans de détention après avoir été reconnu coupable de crimes contre l'humanité. Prétendant le combat contre la guérilla du Sentier lumineux, Fujimori, avec le soutien des Forces armées péruviennes, a lancé une campagne de terreur, torture, assassinat et disparition de milliers de militants politiques. Il a aussi été responsable de la stérilisation massive et forcée de milliers de femmes indigènes, paysannes et des secteurs les plus précaires de la société.



Manœuvre sans principes

Cette grâce est le fruit d'une négociation entre le président Kuczynski et le parti d'Alberto Fujimori. Ce parti, majoritaire au Parlement, avait revendiqué la destitution du président en raison des accusations de corruption dans le scandale des pots-de-vin accordés par l'entreprise brésilienne Odebrecht à son entreprise quand il était ministre de l'Économie du président Toledo. Au cours d'une manœuvre sans principes, Kenji Fujimori, fils de l'ancien président, a négocié la liberté de son père en échange de l'abstention de dix parlementaires de son parti. Grâce à cet accord, Kuczynski a pu rester au pouvoir. Lors des dernières élections présidentielles, Keiko Fujimori, fille

d'Alberto et candidate, avait promis de libérer son père si elle était élue. À cause de cette promesse, son adversaire Kuczynski avait obtenu les voix d'un large secteur de la population qui ne voulait plus de Fujimori. Même s'il s'attendait à une réaction indignée de la part de la population, Kuczynski n'avait pas prévu l'ampleur de la crise politique que sa décision ouvrirait.

Une crise aux conséquences imprévisibles

La rue s'est mobilisée dès l'annonce de la grâce. Il y a eu des mobilisations le jour de Noël, appelées par des syndicats de Puno, Chiclayo, Trujillo, Chimbote, Piura, Arequipa, Puno y Tacna, et la Fédération des

travailleurs du Cusco a décrété en assemblée le lancement d'un plan de mobilisation jusqu'à ce que Fujimori retourne en prison. La manœuvre politique répugnante du pouvoir a ouvert une crise aux conséquences imprévisibles dans le gouvernement, dans le parti de Kuczynski et dans celui de Fujimori. Trois des dix-huit députés du parti du président ont démissionné, mais aussi deux ministres et une vingtaine de hauts fonctionnaires. Le directeur général des droits humains au ministère de la Justice, Roger Rodríguez a démissionné en dénonçant le pardon accordé à Fujimori comme « honteux ». La division dans le parti de l'expresident est profonde. Keiko et Kenji, frère et sœur, se disputent

le pouvoir. Elle, qui contrôlait le parti et avait lancé la procédure de destitution, sort très fragilisée de ce procès. Lui et son père, qui est prêt à reprendre la direction de son mouvement, vont se battre contre elle pour l'appareil « fujimoriste ».

Une mobilisation qui se poursuit

La Cour internationale des droits humains de l'Organisation des États américains (OEA) vient de rappeler que, d'après les conventions internationales, les condamnés pour crimes contre l'humanité n'ont pas le droit à l'amnistie. En réponse, le président péruvien a dit qu'il n'appliquerait pas une éventuelle décision de nullité de la Cour concernant cette grâce. Plus de 60 % de la population ne croit pas qu'il s'agisse d'une question de « charité » envers un déteu malade, mais d'une négociation entre appareils politiques corrompus. C'est pour cette raison que la mobilisation se poursuit. Le peuple péruvien sait que la seule façon de faire annuler cette grâce est la résistance ouvrière et populaire, tel que l'a démontré le mouvement pour les droits humains en Argentine au début des années 2000, en faisant annuler l'amnistie des tortionnaires de la dictature militaire. Comme ailleurs, à Paris, il y a eu plusieurs mobilisations contre le pardon à Fujimori, la dernière en date le samedi 13 décembre. Le NPA est solidaire et partie prenante de cette lutte.

Virginia de la Siega



Le monde en bref

Pologne Nouvelle offensive contre l'IVG

La législation polonaise sur l'avortement est l'une des plus restrictives d'Europe. L'IVG n'est en effet autorisée que dans trois cas précis : si la vie de la femme enceinte est menacée, si l'on constate une malformation grave du fœtus, si la grossesse est la conséquence d'un viol. Fin 2016, une tentative d'interdiction totale avait échoué face à une mobilisation massive des Polonaises, descendues par centaines de milliers dans les rues. Un an plus tard, une proposition de loi issue d'une « initiative citoyenne » (500 000 signatures), visant à assouplir la réglementation, devait être examinée au Parlement polonais, mais elle a été rejetée en première lecture. Au contraire, une autre proposition de loi, également d'« initiative citoyenne » (830 000 signatures), demandant un durcissement de la législation, est à l'étude, qui limiterait encore plus les possibilités d'IVG en ne l'autorisant plus en cas de malformation. Or, comme le relève le Monde, « [cela] reviendrait de fait à interdire 95 % des avortements légaux aujourd'hui pratiqués en Pologne. » La mobilisation a donc repris face au gouvernement d'extrême droite, avec notamment une journée nationale de mobilisation le 17 janvier. Le NPA est bien évidemment solidaire des Polonais mobilisés pour dénoncer cette nouvelle offensive contre les droits des femmes.

Israël Netanyahu donne ses consignes à la presse étrangère

C'est à un exercice étrange que s'est livré Benjamin Netanyahu lors de ses vœux aux correspondants de presse étrangers en Israël. Après avoir affirmé son attachement à une « presse libre », celui à qui Macron donne du « cher Bibi » a en effet jugé bon de dresser une liste de sujets qu'il estime pas assez traités par les médias internationaux. Le premier d'entre eux : les supposés « salaires versés aux terroristes par Mahmoud Abbas ». Comprendre : les indemnités versées aux prisonniers palestiniens et à leurs familles par l'Autorité palestinienne, qui ne suffisent pas à compenser les pertes économiques engendrées par les arrestations de masse opérées par Israël. Deuxième sujet : la prétendue politique israélienne de « développement » en direction des Palestiniens d'Israël. Netanyahu semble ainsi considérer que le fait que le gouvernement israélien participe timidement au financement d'écoles et d'hôpitaux dans des villes et villages sous-dotés, alors que leurs habitants paient des impôts, mériterait d'être salué. Troisième sujet : la « menace iranienne ». No comment... On sait que Netanyahu partage bien des choses avec Trump : racisme, brutalité, affinités avec l'extrême droite. Une liste à laquelle on peut ajouter un certain sens de la liberté de la presse.

Autriche Mobilisations contre l'extrême droite

Depuis décembre, l'Autriche est dirigée par un gouvernement de coalition entre la droite et l'extrême droite. L'ÖVP (« Parti du peuple d'Autriche », droite chrétienne) et le FPÖ (« Parti de la liberté d'Autriche », extrême droite) ont en effet scellé une alliance après les législatives, grâce à laquelle le FPÖ a obtenu, entre autres, les ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères. Autant dire que les migrantEs et les étrangers sont sous la menace, de même que l'ensemble du monde du travail puisque le gouvernement compte imposer de sérieux reculs sociaux, en autorisant par exemple les employeurs et les salariéEs à « se mettre d'accord » sur l'allongement du temps de travail jusqu'à 12 heures par jour et soixante heures par semaine... Après de premières mobilisations en décembre, une importante manifestation était organisée samedi 13 janvier à l'appel des syndicats, d'organisations de gauche et des mouvements antiracistes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Vienne, aux cris de « Résistance » et de « Ne laissons pas les Nazis gouverner ». Une étape, on l'espère, dans un difficile mais nécessaire combat.

JS

ÉTATS-UNIS Trump ou la sinistre farce du pouvoir et de l'argent

Fire and Fury (le Feu et la fureur), le livre du journaliste Michael Wolff, sorti le 5 janvier, est devenu un événement politique, nouvel épisode du psychodrame dont la Maison Blanche est le théâtre et dont les grands médias internationaux se délectent.

Tump y est décrit comme un quasi-illettré, grossier, incompétent, borné qui ne lit jamais.... Rien de bien neuf semble-t-il et, au-delà des petites phrases et des faits, ce livre et l'agitation médiatique qu'il suscite donnent une image édifiante de la décomposition morale et politique que le pouvoir et l'argent engendrent. L'auteur, fasciné par les puissants, ne semble pas valoir mieux que son sujet. D'après lui, Trump n'imaginait pas gagner les élections, quel scoop, personne ne l'imaginait, et ne voyait dans sa campagne qu'une opération publicitaire qui ferait de lui l'homme le plus célèbre du monde. L'auteur se fait l'instrument de la vengeance de Steve Bannon, leader d'extrême droite et ancien conseiller spécial de Trump, qu'il cite abondamment, et avec lequel Trump règle ses comptes en affichant une rupture bruyante. Cette dernière ne répond en rien aux accusations concernant en particulier la question de ses relations avec Poutine durant la campagne. Bannon ironise sur cette « bonne idée de rencontrer

TRUMP DÉSTABILISÉ PAR LE LIVRE DE MICHAEL WOLFF



un gouvernement étranger au sein même de la Trump Tower, dans la salle de réunion du 25^e étage – sans la présence d'avocats.» Qu'importe pour Trump qui affiche son auto-satisfaction sur Twitter : « En fait, dans ma vie, les deux plus grands atouts ont été l'équilibre mental et le fait d'être, genre, vraiment intelligent », se qualifiant de « génie très équilibré ».

« Le feu et la fureur » du capital Cette bulle médiatique déstabilise Trump, tout en lui permettant de faire son autopromotion à la manière d'un animateur de télé-réalité. Il sait qu'il a un atout pour s'imposer à ses détracteurs. Il est en train de mener, pour leur compte et leurs intérêts, une guerre de classe cynique et sans complexe : 1,5 milliard de baisse d'impôts accordées

au 1 % des plus riches, un argument qui vient à bout de bien des réticences. Un cadeau indécrot et sans précédent, qui a comme contrepartie des coupes budgétaires massives au détriment des services publics et de la protection sociale. La « folie » de Trump relève plus de politique que de psychiatrie. Elle est le produit de l'exacerbation, sans fard et sans limite, de préjugés de classe contre les travailleurEs et les peuples. Comme quand il affiche son mépris des pays victimes du pillage colonial, puis impérialiste, les qualifiant de « pays de merde », en poursuivant sa sinistre offensive contre les immigréEs. Cette frénésie des classes dominantes fait des émules de par le monde parmi les forces réactionnaires d'extrême droite ou religieuse, xénophobes et racistes, ou sous des formes moins agressives mais tout aussi dangereuses. Tels sont les symptômes de la fuite en avant de ceux qui osent prétendre servir la société alors qu'ils servent les intérêts d'une petite minorité parasite et qui croient que tout leur est dû et leur appartient. À l'occasion des Golden Globes, la productrice, présentatrice et actrice afro-américaine Oprah Winfrey a affirmé, durant son éloquente et puissante allocution parlant de la révolte des femmes : « un nouveau jour se lève ». Oui, en réponse à l'arrogance criminelle des classes dominantes, un nouveau jour se lève, il n'est pas celui du parti démocrate, mais bien celui de la révolte et de la lutte collective.

Yvan Lemaître



Le prochain congrès du NPA aura lieu en février 2018. Le débat est donc ouvert dans notre organisation et, comme les règles démocratiques inscrites dans nos statuts le permettent, plusieurs plateformes se sont constituées, qui s'expriment ici.

CONGRÈS NATIONAL DU NPA

PLATEFORME T MENER LES DÉBATS POUR REFONDER LE NPA

La majorité sortante dépolitise les débats : elle cherche à faire croire qu'une majorité arithmétique (qu'elle a déjà au CPN et au CE) permettra au parti de se relancer. Pour cela, elle esquive les débats politiques. Elle ne veut pas discuter du programme. L'enjeu du congrès serait juste de « réaffirmer » le NPA, c'est-à-dire en fait de reconduire la majorité sortante. On ne construit rien de solide en refusant de mener les débats. En 2012, la majorité (relative) sortante a explosé en plein vol, avec des départs massifs au Front de gauche. En 2015, la P2 s'est placé au « centre » du parti... pour mieux exploser quelques mois plus tard. Un congrès devrait servir à discuter de nos faiblesses et à les corriger. Nous inspirons la sympathie, mais nous ne sommes pas crédibles. Au lieu de verser dans l'autosatisfaction ou dans la lamentation sur la situation difficile, nous ferions mieux de travailler nos réponses politiques. Notre critique de l'antilibéralisme de Mélenchon est faible. Mais il ne suffit pas de dire qu'il faut « clarifier »

notre délimitation par rapport aux réformistes, il faut le faire en positif, en mettant en discussion un programme communiste du 21^e siècle. Nous sommes les seuls aujourd'hui à vouloir discuter du programme, ce qui permettrait de sortir des débats sclérosés et appauvrissants. Nous devrions systématiquement articuler nos mesures à la nécessité de rompre avec la propriété et les institutions capitalistes. Nous défendons par exemple l'interdiction des licenciements, non pas par une loi, mais par l'expropriation des grands groupes capitalistes. Nous défendons le salaire à vie et la socialisation de l'investissement via des caisses autogérées de salaires et d'investissement. Nous devons aussi expliquer que la rupture avec ce système pourri passe par une rupture immédiate avec l'UE, par une planification démocratique qui permettrait de rompre avec le productivisme et de faire baisser fortement la consommation d'énergie. Nous voulons aussi sortir de cette fausse alternative entre ceux qui refusent d'interpeller

les directions réformistes sous prétexte que cela nous salirait les mains, et ceux qui capitulent devant les réformistes au nom de l'unité. Le texte programmatique signé en commun par nos porte-parole avec des dirigeants de La France insoumise (« *Les défis de la gauche dans la zone euro* ») a été une grave faute politique qui sème la confusion et réduit l'anticapitalisme à une posture. Une véritable politique de front unique impliquerait de s'adresser aux directions réformistes tout en les critiquant et en organisant les secteurs les plus combattifs. Mais la majorité a refusé de construire le Front social. Un autre chantier est urgent : la démocratisation du parti et son oxygénation. Le congrès fondateur avait voté le principe de la rotation des mandats avec entre 2 et 4 mandats consécutifs maximum. En 2013, le congrès avait voté pour 4 mandats consécutifs. Et maintenant les chefs de tendance nous expliquent qu'il faudrait compter à partir de 2013, ce qui leur permettrait de faire 6 mandats consécutifs. Bonjour le renouvellement !

PLATEFORME U SAISIR NOTRE CHANCE DE RELANCER LE NPA

La plateforme U est le résultat de convergences pratiques dans l'animation majoritaire de la campagne Poutou et, plus largement, du parti, depuis quelques mois. Elle représente la volonté de construire, de façon inclusive et pluraliste, le NPA, plutôt que chacun sa tendance.

Comprendre la situation pour prendre des initiatives

Car les débats du congrès du NPA expriment les difficultés auxquelles nous sommes confrontés dans nos interventions. Les rapports de forces globaux et les conditions de la lutte se dégradent, notamment suite aux défaites sociales des dernières années. Mais dans le même temps, la colère s'accumule et les contradictions créées par la politique de Macron peuvent ouvrir des brèches. Comme le NPA a su le faire par le passé, il est important de maintenir notre capacité à s'engager dans l'ensemble des résistances qui participent de la reconstruction d'une conscience des exploités et des opprimés (NDDL, migrantEs, BDS, soutien aux peuples catalan

et kurde, etc.). Cela passe par la construction de l'unité de notre camp tout en développant notre politique pour l'auto-organisation et l'affrontement central avec le gouvernement.

Redéployer notre projet politique

Mais nous ne sommes pas que le parti des luttes. Nous voulons faire de la politique à une échelle plus large que précédemment. Macron tente de redéfinir en profondeur les rapports sociaux en remettant en cause l'ensemble des acquis sociaux et en établissant un État d'exception répressif. Dans cette situation, les anticapitalistes doivent proposer un projet politique global de rupture avec le capitalisme, un projet émancipateur, écosocialiste, féministe et internationaliste, dont pourrait s'emparer une frange significative du monde du travail et de la jeunesse. La future direction devra prendre des initiatives dans ce sens.

Une étape dans la relance du NPA

Nous ne nions pas les difficultés du NPA. Une série

d'instances intermédiaires sont à l'arrêt (CILT, coordinations régionales, etc.) et la direction est paralysée par l'absence d'une majorité claire. La majorité que nous proposons de construire sera pluraliste et tentera d'associer toutes les sensibilités qui souhaitent participer à la relance du NPA. Elle se fait sur un contenu (indépendance politique vis-à-vis des réformistes, politique de front unique offensive, solidarité avec les peuples en lutte, articulation des luttes contre les oppressions et contre l'exploitation, etc.), et avec des objectifs (renforcer notre implantation dans les entreprises, la jeunesse, chez les précaires).

La majorité que nous proposons n'est pas une fin en soi : il faut que le NPA redevienne un outil militant, utile pour mener débats et campagnes nationales, pour réfléchir et élaborer. Car malgré les difficultés, il y aura des occasions d'agir et de peser dans la prochaine période.

Sylvain Pyro, Christine Poupin et Yves Hollinger

PLATEFORME V REGROUPEMENT DES LUTTES ET CONSTRUCTION DU PARTI SE NOURRISSENT L'UN L'AUTRE

Dans les textes, les contributions, les débats une partie des camarades, notamment de la PfU, le rabâche : le rapport de forces entre les classes est dégradé et la décomposition du mouvement ouvrier se poursuit. On croirait presque entendre des nostalgiques du mouvement ouvrier d'antan encadré par les réformistes et les staliniens... les premiers responsables de l'état actuel des organisations du monde du travail. Contrairement aux caricatures grossières qui sont faites des militants et militants qui défendent la plateforme V, nous ne nions pas que le rapport de forces soit défavorable à notre camp. Nous l'écrivons d'ailleurs sans ambiguïté. Mais le congrès ne peut pas se baser sur ce genre d'évidence pour justifier les errements des dernières années ou justifier l'abandon de la construction d'un parti révolutionnaire dès maintenant. D'autant plus que nous devons comprendre les contradictions actuelles et les possibilités d'intervention qu'elle nous offrent. Car il existe des résistances, des luttes, des explosions sociales et des possibilités de déstabilisation de

la classe dirigeante comme en témoignent les mobilisations récentes en Iran et en Tunisie. Malgré leur limites c'est ce qu'ont révélé en France les mobilisations contre la loi Travail 1 et 2. Pour nous, ce ne sont pas la colère et les luttes dont nous manquons cruellement mais de révolutionnaires pour y intervenir, y proposer une politique d'indépendance de classe, aider à leur développement, et à les faire converger. Le travail d'implantation méthodique dans les entreprises et la jeunesse autour d'un programme communiste et révolutionnaire est inséparable de l'intervention et de la prise d'initiatives militantes. Toute la question est de disposer de militants implantés dans le monde du travail et la jeunesse, capables d'apporter des réponses politiques et de jouer un rôle dans la lutte des classes.

Prendre des initiatives, regrouper les travailleurs pour la lutte, c'est ce que nous avons essayé de faire avec le mouvement « touche pas à ma zep » ou encore dans les mobilisations des livreurs à vélo. C'est dans le même sens que nous avons participé avec d'autres à la mise en place du Front social. Nous

proposons que cette politique devienne celle de tout le NPA. La construction du Front social tente de cristalliser à l'échelle nationale les sauts qui ont été faits dans la conscience de toute une série de jeunes et de salariés, d'équipes syndicales combattives au cours des dernières mobilisations, de s'organiser pour les prochaines étapes et de construire une direction alternative aux directions syndicales. Cette politique n'est pas neuve, c'est celle du regroupement des luttes, pour un pôle ouvrier lutte de classe. Ce n'est en rien contradictoire avec la construction du NPA. Au contraire nous donner cette perspective nous permettra de sortir de la posture de commentateurs des événements. Mettre au centre de nos discussions le rôle que nous pouvons jouer dans les mobilisations pour influencer leur issue nous permettra justement de prendre au sérieux la nécessité de l'indépendance politique du NPA vis-à-vis des directions réformistes (syndicale ou de la FI), la construction et l'implantation, les débats tactiques et stratégiques.

Gaël Klement, Gaël Quirante, Marie-Hélène Duverger, Mathilde Stein et Xavier Guessou

PLATEFORME W LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE À L'ORDRE DU JOUR...

Les flambées de colère populaire, en Iran et en Tunisie, confirment que nulle part dans le monde les travailleurs, chômeurs et jeunes ne supportent l'offensive générale de la bourgeoisie, même sous des dictatures d'extrême droite ou fortes du soutien d'extrêmes droites religieuses. Chez les opprimés, la révolte est toujours là, elle a besoin d'une perspective qui ouvre la voie au pouvoir des classes exploitées. En Iran la colère a explosé contre l'envolée des prix, le chômage et la corruption. On assiste peut-être à la remontée du mouvement ouvrier après 40 ans de dictature des Mollah qui après la révolution de 1979, ont usurpé le pouvoir aux grèves ouvrières qui avaient sonné le glas du régime du Shah. Mais la « gauche » iranienne de l'époque, des ex-maoïstes des Moudjahidin du peuple au parti communiste Toudéh, s'était rangée derrière l'ayatollah Khomeiny, au nom de l'unité contre le Shah, avant de se faire emprisonner et assassiner en masse par Khomeiny et ses « gardiens de la révolution ». En Tunisie, les manifestations montrent la vivacité de l'esprit

de la révolution de 2011. Mais là aussi, cette révolution a été volée à ceux qui l'ont faite : tous les dirigeants d'appareils politiques, y compris ceux qui se disaient « de gauche », ou syndicaux (UGTT), même si leur base avait joué un rôle dans la révolte, se sont efforcés de faire rentrer la révolution dans le rang. Il fallait en rester à la phase prétendue démocratique, attendre la prochaine constituante, puis les élections suivantes... Déceptions ! Et c'est ainsi que le parti islamiste Ennahdha a remporté les premières élections. L'UGTT s'est enfoncée, avec le syndicat patronal Utica, dans le « dialogue national », au nom de la réconciliation et de la relance économique. Et la gauche tunisienne a fait ami-ami avec des politiciens classiques, dont le parti actuellement au pouvoir Nida Tounes, au nom de la démocratie contre les islamistes. Sept ans après, les manifestants demandent des comptes. La gauche leur ressort les mêmes discours. Aux premiers jours de la colère, le secrétaire général de l'UGTT, venu à Thala en compagnie de deux ministres, jouait les pompiers en promettant

des projets le développement pour la région et en conseillant aux jeunes de se prendre en charge et de créer leurs propres emplois ! Quant au Parti des travailleurs (ancien Parti communiste ouvrier tunisien, maoïste), que le gouvernement accusait d'avoir appelé aux émeutes, son porte-parole au Parlement a tempéré en ces termes : « *Nous appelons à la tenue d'élections législatives et présidentielles anticipées, ce sera ça ou la révolte !* ». À nouveau enterrer la révolte sous le débouché politique électoral ? Les exploités et opprimés ne se laissent pas étouffer mais leur lutte ne peut aboutir que s'ils se donnent les moyens politiques de la diriger eux-mêmes. Notre solidarité est, à notre niveau, de mettre en œuvre une politique de classe et des perspectives révolutionnaires pour que tous ensemble, travailleurs de tous les pays, nous prenions en main l'avenir de la société sans nous en remettre aux appareils qui ont derrière eux des décennies d'exercices de pompiers contre les incendies sociaux. **Équipe d'animation de la plateforme W**

PLATEFORME X UN CHOIX RÉALISTE : PARLER VRAI !

Il manque manifestement quelque chose à ce congrès. Peut-être un peu de clarté ? De l'originalité ? Plutôt qu'une impression de brouillard et de déjà vu ? La confusion actuelle n'est pas le résultat obligé du nombre élevé de plateformes. À deux plutôt qu'à dix plateformes, quand ça part dans tous les sens et qu'on se raconte des histoires façon campagne électorale, ça ne va pas forcément beaucoup mieux. Le texte de la PX est le seul qui a été présenté au CPN de septembre pour être discuté dans les comités alors que tout le monde s'y était engagé. Nous avons privilégié le débat sur le fond et pas la calculerie des alliances pour savoir qui aurait la majorité. Parce que le redressement du NPA ne dépendra pas de l'arithmétique mais d'une confiance retrouvée. Laquelle ne dépend ni de la dissolution préalable des tendances ni simplement du fait d'agir ensemble. Nous voulons construire un parti : cela veut dire du contenu, une boussole, savoir

où on va demain et après-demain et comment on fait. Donc les mots doivent avoir du sens et c'est tout ce qui ne va pas à l'heure actuelle ! Il y a celles et ceux qui adorent les formules chloroformées : le front unique trituré dans tous les sens mais réduit à des formules hors contexte et rapport de force ; la Catalogne et sa révolution permanente imaginaire, comme s'il ne s'était rien passé depuis 1931. Il y a aussi les spécialistes de la jonglerie : il y a trois ans, le gouvernement « anti-austérité » (les Grecs adorent ce genre d'humour !), c'était parait-il la formule grand public du « gouvernement ouvrier ». Aujourd'hui, la « nouvelle représentation politique » et la construction du parti, ce serait presque pareil. On pense vraiment pouvoir construire de cette façon ? Dès le mois de juin, nous avions proposé de nous en tenir à quelques thèmes qui font vraiment débat : « nouveau » réformisme de gauche ; extrêmes droites ; interventions dans les luttes ; construction et crise du

NPA. Nous n'avons pas toutes les solutions aux problèmes que nous posons. Mais nous en avons par-dessus la tête de ces réponses qui considèrent au mieux les questions comme un ornement obligé. Nous avons malgré tout proposé de vraies pistes. Autre chose en tout cas que la traditionnelle liste de revendications – en guise de programme – déjà cent fois entendues et avec lesquelles on est a priori toutes et tous d'accord ! Il y a un vrai choix devant nous, à l'occasion de ce congrès : continuer ce que les unEs et les autres savent déjà faire – c'est rassurant mais sans autre perspective que de prolonger l'espérance de vie des différentes tendances déjà existantes jusqu'à la prochaine fois – ou discuter autrement. C'est-à-dire poser d'autres fondations pour une direction inclusive. La mise en place d'une direction digne de ce nom commence par là. C'est en tout cas le choix de la PX. **Jean-François (Montreuil), Gwen (Angers), Marc (Lille) et Simone (Lyon)**

PLATEFORME Y CLASSE ET OPPRESSIONS SPÉCIFIQUES : QUELLE ANALYSE POUR QUELLE INTERVENTION ?

Trop souvent dans notre programme, la question des oppressions spécifiques constitue un passage obligé où nous nous contentons généralement de dresser une sorte de « liste des courses » fourre-tout, en soulignant par ailleurs la nécessité de les articuler à notre anticapitalisme et d'intervenir sur ces questions, sans dire comment ni aller plus loin dans l'analyse politique. Historiquement, c'est la double conséquence du stalinisme qui a marqué durablement l'extrême gauche en France sur la question des oppressions (le trotskisme y compris) et du développement d'un mouvement autonome sur les oppressions, qui a entraîné un « divorce » durable entre marxisme et oppressions. Prenant acte de cet état de fait il est nécessaire d'une part d'aller plus loin dans notre analyse théorique des oppressions et de leur articulation à la question de la classe. De l'autre, il faut définir une vraie intervention sur ces enjeux, qui dépasse la position de principe. Prenons le cas de l'oppression des femmes et LGBTI.

Sur le plan théorique, il faut réaffirmer que notre classe est composée majoritairement de femmes, de LGBTI, de personnes racisées, immigrées, migrantes. Ces oppressions ne sont pas simplement une manœuvre des capitalistes pour « diviser » notre classe : le patriarcat pré-existait au capitalisme, et le capitalisme s'est en grande partie appuyé sur lui pour se développer. Il existe de plus une sphère de la reproduction conjointe et inhérente à la sphère de la production, historiquement dévolue aux femmes, et aujourd'hui de plus en plus externalisée aux femmes racisées des classes populaires. Par ailleurs, en période de crise économique, la reproduction devient centrale et, de la même façon qu'on constate une mise au travail forcé des travailleurs, on assiste à un double phénomène de renforcement de l'assignation à la tâche reproductive qui passe par un renforcement des discours normatifs sur le genre et les sexualités (par ex. La Manif pour tous) et de libéralisation accrue des tâches reproductives comme nouveau marché potentiel. On voit que notre lutte contre les

oppressions repose aussi sur une analyse comprise de ses ressorts économiques. D'un côté, nous devons intervenir dans les mobilisations féministes, LGBTI et antiraciste afin d'y défendre la convergence des luttes, la formation de front unique dans le cadre de mobilisations, y développer notre politique contre l'État et le gouvernement, y développer une analyse en termes de classe. De l'autre, nous devons travailler à faire émerger une conscience féministe, LGBTI et antiraciste dans le mouvement ouvrier. De la même façon, nous devons à partir de nos syndicats, du Front social, des luttes locales ou nationales qui émergent, travailler à la convergence avec les luttes et à ce qu'émergent des revendications spécifiques articulant travail et oppression spécifique. Dans cette double tâche, la construction de collectifs spécifiques sur les oppressions, directement rattachés ou non au NPA, peut être un bon point d'appui pour développer notre politique. Il ne s'agit bien sûr pas de s'y dissoudre, mais d'y défendre notre politique propre. **L'équipe d'animation de la PFY**

PLATEFORME Z NE PAS SE SATISFAIRE DE L'ACTUEL ÉTAT DE FRAGMENTATION, CONSTRUIRE LES CONDITIONS DE L'UNITÉ DE LA GAUCHE DU PARTI

Les AG de débat se poursuivent et les premières AG électives ont lieu : c'est d'une seule voix que les camarades de la PFU assèment qu'ils et elles vont doter le NPA d'une direction qui sortira l'organisation de la paralysie. Sur quelle orientation ? C'est là où le bât blesse. Selon que les intros sont faites par les uns ou les autres, c'est loin d'être la même ligne qui ressort. Et si certainEs mettent en avant la question de l'importance de l'implantation dans notre classe et une orientation combative, d'autres continuent à axer le curseur sur la « nouvelle représentation des exploités et des opprimés ». En dernière instance, néanmoins, c'est bien cette dernière ligne qui prime. Au-delà des « bilans » que fait la PFU du « néoréformisme », les « nouvelles représentations » continuent à avoir le vent en poupe : cela vaut autant pour Podemos – qui a appuyé, dans les faits, la mise sous tutelle de la Catalogne par la monarchie espagnole en refusant de s'opposer à la mise en œuvre de l'article 155 – que pour le

Bloco, au Portugal, dont les députéEs sont l'un des pivots du soutien au gouvernement social-libéral de ce pays, qui ne pourrait rester en place sans leur appui. Dans les deux cas, ce sont des camarades proches de la PFU au sein de Podemos ou du Bloco qui avalisent ou défendent cette ligne. Face à une PFU qui se voit déjà direction et dont on lit, à la lumière de la situation européenne, l'orientation réellement défendue par-delà les textes de congrès, la situation de fragmentation de la gauche du parti est intenable. On ne saurait s'en satisfaire au nom de la « richesse des débats », pour se compter les unEs et les autres voire, pire, pérenniser cet état de fait. Certes, nous avons des divergences : des lectures distinctes, parfois, de certains éléments de la conjoncture, ou encore des différences d'appréciation sur telle ou telle situation. Mais ce qui nous unit est bien plus fort, à commencer par la perspective de construire un parti anticapitaliste et révolutionnaire, implanté dans notre classe, tourné vers l'action et dont le centre de gravité soit

la préparation des affrontements, en toute indépendance politique de la gauche réformatrice, ce qui ne nous empêche pas de défendre, chaque fois que cela est possible, des fronts uniques, politiques et pour l'action, avec d'autres organisations politiques et/ou syndicales. Face aux ambiguïtés de la PFU, fonctionnelles à son projet de majorité composite, nous espérons que l'ancienne PFA (qui avait regroupé en 2016 la gauche du NPA) puisse se rassembler, non seulement dans le cadre du congrès et d'une déclaration finale, mais également en amont : discuter de notre socle commun et de la façon dont il pourrait servir de base pour une intervention, débattre d'un calendrier de discussions, avant et après le congrès, échanger pour construire la force de proposition et d'action intransigeante dont le parti a besoin. La PFZ souhaite œuvrer à rendre possible ce cadre politique avec l'ensemble de l'ex PFA et touTEs les camarades qui se retrouvent sur les plateformes de gauche. **L'équipe d'animation de la PZ**

RÉPRESSION Non au licenciement de Gaël!

La Poste fait preuve d'un acharnement répressif particulièrement violent contre les postierEs combattifs: 10 ans de mises à pied cumulées ont été infligés contre les militantEs SUD et CGT en région parisienne entre 2012 et 2017.

Pourquoi une telle répression? La Poste est une entreprise où les conflits sont multiples. D'abord parce que c'est une très grande entreprise (le plus gros employeur après l'État). Ensuite parce que depuis les années 2000, les plans de restructuration ont transformé La Poste, service public, en une multinationale, avec plus de 100 000 suppressions d'emplois à la clé. Et aussi parce qu'une combativité s'exprime chez les postierEs: pas une semaine ne se passe sans qu'une grève ait lieu. Des grèves dispersées mais de plus en plus longues et dures, et parfois victorieuses comme récemment à Carhaix ou en Guadeloupe.

Gaël dans la ligne de mire

Gaël Quirante, secrétaire départemental adjoint de SUD Poste 92, fait partie des principales cibles de cet acharnement: il est l'objet depuis 2010 d'une procédure de licenciement qui ne cesse de rebondir suite aux multiples appels en justice de La Poste. Il est accusé de « séquestration » pour avoir participé à une occupation lors d'une grève en mai 2010. Il est même aujourd'hui visé par une deuxième procédure de licenciement, pour « harcèlement » de patrons. C'est le ministre du Travail qui va statuer sur son sort, dans les jours ou les semaines qui viennent. Cette même ministre qui fut DRH de Danone et qui met en œuvre les ordonnances... Autant dire que si Gaël ne reçoit pas un soutien massif, il risque fort d'être licencié à brève échéance.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Un grand rassemblement le 6 février

Un rassemblement aura lieu le 6 février à 19 heures devant le ministère du Travail à Paris. Solidaires, le Front social et de nombreuses personnalités soutiennent d'ores et déjà cet appel. Il s'agira d'une occasion de regrouper les forces de toutes celles et ceux qui sont ou ont été visés par la répression. Plus de 4 000 procès ou procédures disciplinaires ont été recensés depuis la fin de la mobilisation contre la loi Travail. Les Ford, PSA, Orianne de SUD Travail, Antonin Bernanos, Loïc de la Compagnie Jolie Môme... ce rassemblement est conçu pour discuter d'initiatives communes afin de regrouper les résistances contre la répression qui pour l'instant sont éparpillées. **Correspondant**

ORDONNANCES « Une interpro Pimkie-PSA peut permettre de relancer la dynamique d'une vraie mobilisation »

Entretien avec Valérie Pringuez, déléguée syndicale centrale chez Pimkie.

« Votre direction est une des premières à avoir tenté de mettre en place une Rupture conventionnelle collective (RCC) issue des ordonnances Macron sur le code du travail. Comment en êtes-vous arrivés à opposer un refus syndical majoritaire ? »

L'entreprise a annoncé en comité d'entreprise le 19 décembre, avant même que les décrets ne soient tombés, sa volonté de faire un accord de RCC sans même annoncer le nombre de postes qu'elle souhaitait supprimer. On a tous découvert cela, salariéEs compris, en période de fêtes de fin d'année. Le 8 janvier en comité central d'entreprise (CCE), la direction a annoncé le nombre de postes qu'elle souhaitait supprimer: 208 salariéEs jetés sur le carreau. La CGT (près de 29% aux élections professionnelles) a annoncé d'emblée son refus de la RCC, FO (22%) nous a rejoints immédiatement, et le lendemain, jour de l'ouverture de la négociation de l'accord de RCC, la CFDT (21,5%) s'est jointe à nous. La CGC (25,5%), au grand désespoir des salariéEs, a soutenu la position de la direction en demandant la présentation de la RCC. Une présentation qu'elle pensait attractive mais que les salariéEs ont largement rejetée et du coup la CGC s'est ralliée à notre refus.

L'entreprise, non sans difficulté et coups de pression, a été obligée de revoir sa copie et de transformer cette RCC en Plan de départs volontaires (PDV), même si la seule chose que l'on souhaite

C'EST LES SOLDES CHEZ PIMKIE



CHARMAG

vraiment, c'est le maintien des emplois. L'idée, derrière, c'est de passer par un PDV pour pouvoir démontrer qu'il n'y a pas de motif économique à ce plan de licenciements.

« Votre direction veut donc supprimer 208 emplois. Quelle est la réalité de la situation économique de l'entreprise, pour autant que vous le sachiez puisque la procédure de RCC permet d'échapper aux justifications économiques ? » Pimkie existe dans plusieurs pays outre la France: Allemagne, Espagne, Italie... En fait à l'international (Europe et autres pays) on est avec des résultats en négatif depuis 2015. Pour 2017 c'est

47 millions d'euros de pertes. Mais historiquement, depuis toujours, la France « porte » l'international et c'est surtout l'Allemagne qui s'est écroulée. Avec un résultat d'exploitation positif, on est un peu la vache à lait de Pimkie dans le monde. Sans Pimkie-France pas de Pimkie. C'est en grande partie pour cela que les salariéEs de France sont très en colère. La problématique concernant le chiffre d'affaires et les résultats ce n'est pas la France, ce sont les autres pays.

« En 2009, la mise en œuvre d'un PSE avait suscité une mobilisation importante avec 3 semaines de grève. Quel est l'état d'esprit des salariéEs aujourd'hui ? »

Le souvenir de 2009-2010 est dans les esprits, mais avec un sentiment de déception des salariéEs car on est resté 3 semaines dehors sans avoir de contact avec la direction qui nous a laissés crever de froid dans la neige à la même époque de fêtes de fin d'année.

C'étaient surtout les salariéEs de la logistique qui étaient en grève et les bureaux, bien que concernés également, ne sont pas sortis. Ce passif fait qu'aujourd'hui la logistique est prête à bouger mais seulement si les bureaux bougent. Aujourd'hui on fait des choses, des rassemblements y compris dans les magasins, avec des tee-shirts appelant à la solidarité. Les AG de ces jours-ci nous montrent que du côté des salariéEs tant des bureaux que de la logistique cela commence à monter d'un cran en matière de rapport de forces. Sur le long terme, le travail d'information devrait payer.

« La RCC serait donc remplacée par un PDV. Qu'en attendez-vous ? »

La justification par les motifs économiques. C'est pour cela que les salariéEs nous suivent et que la CGT n'a pas signé l'accord de méthode négocié le 9 janvier dernier. On pourra démontrer qu'il n'y a pas de motif économique sur le périmètre magasins-logistique en France. Et en tout état de cause il y aura la possibilité de s'appuyer sur le volontariat et un véritable accompagnement des salariés: congés, possibilité de reclassement. Même si en tant qu'organisation syndicale notre objectif premier est de démontrer qu'il n'y a pas de motif économique donc pas de licenciement.

« Dans la région Nord-Pas de Calais comme ailleurs, il y a de nombreuses suppressions d'emplois dans la métallurgie, dans le secteur public comme les hôpitaux. Pensez-vous qu'il est possible d'établir des liens, des temps de mobilisation commune avec d'autres entreprises ? »

Je pense que c'est possible mais à condition que la Confédération, l'UD, celle du Nord est plutôt d'accord et combative, se réunissent et aident à organiser l'interpro. Il doit être possible de se réunir, de voir ce qu'on peut faire ensemble. On a des contacts avec les copains de PSA, on va se rencontrer car on se retrouve dans la même situation, avec la nécessité de faire grandir le rapport de forces, impulser des mobilisations sous la « lumière » des ordonnances. Pour bien rappeler que nous sommes contre ces ordonnances Macron, pour faire y compris avec les autres organisations syndicales car on ne fera rien tout seuls. Déjà, une interpro Pimkie-PSA peut permettre de relancer la dynamique d'un vraie mobilisation.

Propos recueillis par Robert Pelletier

LIMOGES (87) Les GM&S continuent!

Le 11 janvier à 9 heures, un rassemblement de soutien aux GM&S s'est tenu devant le tribunal administratif de Limoges. Environ 150 personnes ont accompagné la demande des GM&S d'annulation du plan social au TA. Annulation confirmée par un jugement rendu le 15 janvier.

À l'occasion de cette manifestation, les travailleurs de GM&S ont rappelé que sans leur lutte acharnée pour sauver leur emploi, il n'y aurait plus de site de production à La Souterraine dans la Creuse.

Convergences dans l'automobile

Certes, ils savent que la situation pour les 120 salariés repris est des plus précaire, l'usine tournant à peine à 40% de ses capacités suite au non-respect des engagements du repreneur GMD et de l'État complice des donneurs d'ordre. Ils

connaissent aussi la détresse des 157 licenciés puisque depuis 4 mois, seuls 3 salariés ont trouvé un CDI, 8 un CDD et rien pour les autres. C'est pourquoi ils demandaient l'annulation du PSE, et poursuivent leur lutte pour l'embauche par GMD de 50 personnes supplémentaires, le respect des engagements pris par les constructeurs et les pouvoirs publics et une amélioration des indemnités aux licenciés.

Ce fut aussi une occasion de s'adresser aux salariés des entreprises en butte à des plans de licenciements pour qu'ils entrent aussi en



© NPA

lutte. D'ailleurs, des délégations de la CGT de Ford Blanquefort et de Bosch de Rodez était présentes et, excusée, une délégation d'AR Industrie à Châteauroux (autre équipementier automobile) retenue par une

CE extraordinaire qui vient de mettre l'usine en redressement judiciaire. 400 travailleurs se retrouvent dans la même situation que les GM&S un an plus tard, face aux prédateurs des grandes firmes automobiles. Vincent Labrousse, de la CGT GM&S, a bien rappelé que face aux attaques continues contre leurs conditions d'existence, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que la lutte consciente pour leur survie. Et Philippe Poutou, pour la CGT Ford Blanquefort, de souligner l'importance de résister ensemble contre l'offensive capitaliste. **Correspondant**

RENNES

Première victoire au centre hospitalier Guillaume Régnier

Entretien. Pendant sept semaines, les salariéEs de l'hôpital psychiatrique se sont mobiliséEs. Nous faisons le point avec Anne et Jacques, de Sud Santé.

« Quelles sont les origines de votre mouvement ? »

Ce qui nous a alertés, c'est l'explosion du nombre de salariéEs nous sollicitant pour des accompagnements individuels. Soutient des contractuelEs, avec des contrats

de plus en plus courts: suspensions de contrat, non-renouvellement suite à un congé maternité. Des restructurations, la mise en place de nouveaux projets, ont entraîné la remise en cause d'équipes fonctionnant bien. Face aux résistances, la direction a multiplié intimidations, convocations individuelles voire conseils de discipline. Ce management a engendré une grande souffrance au travail. La suppression de 5 RTT en 2015 avait déjà entraîné une dégradation des conditions de travail, provoquant de l'épuisement, une augmentation de l'absentéisme, une situation explosive. Il nous est apparu

ÉVASION FISCALE « Apple et BNP Paribas veulent bâillonner Attac »

Entretien. Suite à l'action en justice de la multinationale Apple contre Attac, nous avons rencontré **Raphaël Pradeau**, porte-parole de l'association.

En ce début 2018, Attac fait face à deux procès inédits. Peux-tu nous en dire plus ?

L'association altermondialiste, qui va fêter ses 20 ans en 2018, ne s'était jamais retrouvée devant un tribunal mais va faire face à deux procès en moins d'une semaine ! Mardi 6 février à 8 h 30, Nicole Briend, militante d'Attac Vaucluse, est convoquée devant le tribunal de Carpentras, à la suite d'une plainte déposée par BNP Paribas. Son tort : avoir participé à une action symbolique de réquisition citoyenne de chaises pour pointer le rôle de la banque dans l'industrie de l'évasion fiscale.

Une semaine plus tard, lundi 12 février à 13 h 30, Attac est convoquée devant le tribunal de grande instance de Paris à la suite d'une assignation en référé déposée par Apple. Fin 2017, Attac avait en effet mené de nombreuses actions spectaculaires pour exiger que la plus grande multinationale du monde paye ses impôts et les 13 milliards d'euros qu'elle doit aux contribuables européens. La réponse de la marque à la pomme est de demander à la justice d'interdire nos actions futures dans les Apple Store.

Quels sont les risques encourus ?

Nicole est poursuivie pour vol en réunion et refus de prélèvement ADN, elle risque pour cela 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende. Ce procès sera donc l'occasion de demander qui vole qui. Qui est le véritable délinquant dans cette affaire, qui cause un préjudice à la société et qui devrait se retrouver devant un tribunal ? Alors que les organisateurs et les bénéficiaires de l'évasion fiscale jouissent d'une impunité quasi totale, il est scandaleux que ce soient les militants et les lanceurs d'alerte qui doivent rendre des comptes à la justice !

Quant à Apple, elle-même visée par une plainte pour l'obsolescence programmée de ses iPhone, elle nous accuse de « vandalisme » et d'« atteinte à la sécurité » de ses clients et salariés pour demander une astreinte de 150 000 euros en cas de future action d'Attac. Pourtant, comme le reconnaissent d'ailleurs les journalistes qui ont couvert ces actions, celles-ci sont symboliques, non violentes, menées à visage découvert et sans aucune dégradation matérielle.

Quelles suites pour la campagne contre l'évasion fiscale ?

Apple et BNP Paribas veulent bâillonner Attac, mais ces multinationales ne nous feront pas taire ! Nous allons bien entendu continuer

à réclamer qu'elles paient leur juste part d'impôt dans les pays où elles réalisent des activités, plutôt que de déclarer artificiellement leurs revenus dans des paradis fiscaux. Notre analyse, renforcée par les suites des Paradise Papers (où les pouvoirs publics ont fait semblant de lutter contre l'évasion fiscale), est que seule la pression citoyenne permettra d'obtenir de réelles avancées pour mettre fin à ce fléau. Nous pensons que les multinationales font une erreur en nous poursuivant, car cela va



DR

nous offrir des tribunes pour dénoncer leurs pratiques, et parce que le côté « David contre Goliath » joue en leur défaveur. Nous appelons tous les citoyens scandalisés par le fait que les riches et les multinationales échappent à l'impôt à venir manifester leur soutien les 5 et 6 février à Carpentras et le 12 février à 13 h 30 devant le TGI de Paris. Ce ne sont pas ceux qui dénoncent l'évasion fiscale qui devraient être jugés, mais bien ceux qui l'organisent !

Propos recueillis par **Joséphine Simplon**

MCDONALD'S

La franchise vire au fiasco

Le 12 janvier dernier, un rassemblement original était organisé par le comité de soutien aux salariéEs de la restauration rapide devant le McDonald's des Champs-Élysées, le premier de l'année 2018 après celui du 1^{er} décembre 2017, destiné lui à marquer le jour du passage en franchise du restaurant.

Le Père Noël en personne est venu avec de nombreux cadeaux dans sa hotte : d'abord les interventions d'élus qui commencent à s'intéresser à la lutte, puis l'affiche réalisée par le comité, qui va bientôt fleurir autour des fast-food de la capitale. Il était surtout porteur d'une excellente nouvelle, à savoir que l'inspection du travail, saisie d'une demande de transfert des salariéEs protégés vers les franchises ainsi créées, l'a refusée en ce qui concerne ceux des Champs-Élysées.

Discrimination syndicale

En effet, bien qu'elle considère qu'il est vraisemblable que la cession des restaurants de la rue de Provence et de Wagram résulte d'un choix économique de l'employeur, elle conclut que l'opération similaire aux Champs ne vise elle qu'à entraver l'implantation de Sud dans l'entreprise, ce qui caractérise ni



DR

plus ni moins une volonté de discrimination syndicale, punie y compris au plan pénal. C'est sans doute pour cela qu'aucun dirigeant de McDonald's Paris Nord, ni de la compagnie française qui la chapeaute et encore moins de la maison-mère aux États-Unis ne se souvient

par qui et quand a été prise la décision de passer en franchise le plus grand restaurant McDo du monde !

Plus encore, l'inspection démontre qu'il s'agissait ainsi de favoriser le syndicat FO, majoritaire au comité d'entreprise et plus coulant avec le patron, au détriment des autres organisations syndicales. Sans surprise, McDo a annoncé déposer un recours : fort de cette victoire, le comité va ancrer sa mobilisation dans la durée, en se rassemblant de nouveau chaque vendredi à 18 heures devant le restaurant, et en réfléchissant à comment la diversifier pour la rendre encore plus efficace. Le procès de la franchisation chez McDo et ailleurs ne fait que commencer...
LD

AGRO-INDUSTRIE, GRANDE DISTRIBUTION

Les deux faces d'un même modèle toxique

Suite à plusieurs dizaines de cas de salmonellose chez des bébés de moins de six mois ayant consommé des laits infantiles Lactalis et après de multiples rebondissements, le ministère de l'Économie et des Finances impose au groupe laitier le retrait et le rappel de l'ensemble de la production de l'usine de Craon, dans la Mayenne.

Lactalis se présente comme « leader mondial des produits laitiers ». Les volumes concernés par le retrait (douze millions de boîtes dans 83 pays) sont à cette (dé)mesure.

Lactalis : « exemple » des pratiques de l'agro-industrie

C'est la rançon de la production alimentaire à l'échelle industrielle. Car à l'inverse de toute la propagande hygiéniste, qui nous présente l'industrialisation comme un gage de sécurité, l'agro-industrie génère ses propres problèmes sanitaires et surtout les porte à des échelles toujours plus importantes. Œufs contaminés au fipronil, lasagnes à la viande de cheval, poulets à la dioxine ou huile de colza frelatée... Les nombreuses crises sanitaires témoignent aussi de l'opacité des circuits voire même de fraude délibérée.

La grande distribution coupable, l'État complice

Le scandale s'étend aux grands groupes capitalistes de la distribution. Leclerc, Carrefour, Auchan, Système U, Monoprix, Cora qui reconnaissent avoir vendu des produits interdits. Tous ces groupes qui ne manquent jamais de vanter le sérieux de leurs procédures, normes, chartes qualité... et autres systèmes de contrôle n'agissent que contraints et forcés. Le porte-parole du gouvernement peut se gargariser (« L'État a été pleinement dans son rôle »), Bruno Lemaire peut se vanter des 2500 contrôles effectués et en annoncer autant à venir... Il n'en reste pas moins que la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) a manqué de moyens au plus fort de la crise.

Au-delà de l'affaire...

L'affaire Lactalis met à nu le fonctionnement de ce système de production et de distribution, une industrie obéissant aux règles capitalistes de la rentabilité, de la concurrence et du profit, au mépris de la santé. Elle démontre l'escroquerie des soi-disant systèmes d'auto-contrôle interne qui laissent la sécurité sanitaire aux mains des directions d'entreprise. Elle met aussi en évidence la responsabilité des politiques d'austérité qui ne cessent de diminuer les moyens de contrôle des entreprises, qu'il s'agisse de ceux de l'inspection du travail ou de ceux de la DGCCRF. L'alimentation est une question éminemment politique, centrale pour la santé, la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, les conditions de vie et de travail des paysanEs et des salariéEs. La rupture avec le système agro-industriel et la construction d'une agriculture paysanne, biologique, de circuits courts de transformation et de distribution constituent la seule issue réaliste.

Commission nationale écologie

comme une urgence de recréer du collectif. De pouvoir unir les luttes pour sortir les agents de souffrances isolées.

Comment passe-t-on de ce constat aux revendications ?

Suite au rapport de la médecine du travail qui a mis en évidence un haut niveau de risques psychosociaux, l'apparition de tendances suicidaires, nous avons demandé l'élargissement du pool de remplacement (15 ETP supplémentaires), afin d'éviter les situations où unE salariéE se retrouve seul, la nuit, dans un service de 20 résidentEs. Nous avons aussi exigé l'ouverture d'une unité supplémentaire de 20 lits : le taux d'occupation du centre hospitalier est supérieur à 100% ! Des patientEs admis à l'hôpital doivent attendre l'attribution d'une place, changer une ou plusieurs fois d'unité (jusqu'à 8 fois !), parfois même en

pleine nuit ! Cela provoque des situations de grande tension...

Et comment en arrive-t-on au barnum ?

Voyant la difficulté à réunir les collègues, même pour une heure syndicale, la construction d'un mouvement de masse nous semblait compliquée. Ne pouvant nous résoudre à l'attente, on s'est dit « on y va, on verra... » L'installation d'un barnum à l'entrée a permis de créer un espace d'échange, un lieu de construction de la mobilisation. Occupé 24 heures sur 24 par des grévistes et des collègues en dehors du temps de travail, c'est petit à petit devenu le lieu de l'auto-organisation du mouvement, des temps de réflexion et d'échange, entre nous et avec les personnes extérieures venues nous soutenir. Tous les mardis, une AG réunissait les grévistes, jusqu'à plusieurs centaines.



© NPA

Alors, vous avez gagné ?

D'abord, notre mouvement a recréé du collectif, la solidarité en sort renforcée. Le barnum a permis de nombreuses discussions, y compris professionnelles, entre nous. Des patientEs et leurs familles sont passés, et

nous ont dit qu'il y avait enfin un lieu où parler... Notre lutte a également suscité l'intérêt des médias locaux puis nationaux, ce qui a provoqué une saine inquiétude au ministère. Et puis nous avons aussi obtenu une dotation d'environ 1,7 million

d'euros. Une somme certes insuffisante, mais c'est un premier résultat significatif. Par contre, la direction n'a aucunement répondu à nos préoccupations liées aux conditions de travail, à la souffrance au travail et au management...

Comment continuer ?

Cette semaine, nous avons décidé de maintenir notre barnum. Nous allons rencontrer la direction et lui dire que nous voulons contrôler l'utilisation de l'argent que notre lutte a permis d'obtenir. La lutte doit continuer et, pour gagner contre l'austérité, il faudra un cadre beaucoup plus large. C'est dans cet esprit que nous irons à la coordination « Hôpitaux en lutte », le 23 janvier à Paris, et que nous y proposerons une première journée nationale de mobilisation des hôpitaux.

Propos recueillis par **Vincent et Kevin**

Répression**Syndicalistes de Ford: relaxe!**

Mauvaise habitude: nous étions encore, ce lundi 16 janvier, devant un tribunal où comparaissaient des militants syndicaux.

Devant le Palais de justice de Paris se sont retrouvés plusieurs dizaines de soutien : des militants de la CGT Ford, Jean-Pierre Mercier (délégué syndical central CGT PSA), Loïc de la compagnie Jolie Môme, Mickaël Wamen ex-CGT Goodyear, la CGT HPE, Sud PTT 92, et Sud-Technocentre Renault, CGT inspection du travail, Gérard Filoche, Fédération CGT métallurgie, USTM CGT Flandres-Douais et une forte délégation du NPA dont Olivier Besancenot. Cette fois, il s'agit de Philippe Poutou et de Vincent et Laurent, deux camarades de la CGT de Ford Blanquefort, qui comparaissaient en appel suite aux condamnations de juin dernier pour de prétendues dégradations de véhicules et du stand Ford lors du Mondial de l'automobile de 2012.

Acharnement

La demande de l'avocate de nos camarades contre la non-loyauté des débats est jointe au fond par le Président qui revient sur les faits : lancement de confettis, autocollants sur les véhicules et surtout détérioration de l'un d'eux par les trois prévenus, hissés sur le capot.



© NPA

PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO



Le représentant de Ford et le Parquet présentent les faits comme graves avec une atteinte à l'image du fabricant d'automobile. Et les mobiles, même louables, ne sont selon eux pas une excuse.

Mais face au vide du dossier, le représentant de Ford limite ses demandes à une condamnation à l'euro symbolique pour atteinte à l'image de Ford tandis que le Parquet renonce à la caractérisation de délit pour venir sur une simple contravention assortie d'une amende de 200 euros.

Patrons coupables

L'avocate des camarades a rappelé le contexte : la volonté de Ford de fermer l'usine de Blanquefort. En 2013, l'État, dans le cadre d'un accord avec Ford accordait une subvention de 46 millions avec engagement à maintenir 1000 emplois jusqu'en 2018. Engagement non tenu qui a conduit à la condamnation de Ford par le TGI de Bordeaux.

C'est cette politique de patron voyou que les salariéEs de Ford ont voulu faire connaître et dénoncer. Pour l'avocate, il n'y a pas de dégradations et surtout pas d'intention, de volonté de dégrader. Dossier vide, prescription des faits : la demande de relaxe est évidente.

Faire front

Le ridicule de ce procès ne doit pas nous faire oublier que l'objectif est de décourager les militantEs, d'intimider les salariéEs. Cela laisse toujours des traces chez les unEs et les autres. Dans les semaines qui viennent ce sont Loïc de Jolie Môme, Gaël de Sud PTT 92, les syndicalistes de PSA et des dizaines de syndicalistes, de salariéEs, anonymes, invisibles qui vont être jugés, peut-être condamnés, licenciés. Avec, en prime, la décision sur Notre-Dame-des-Landes et l'évacuation éventuelle de la ZAD à venir. Plus que jamais nous devons relier, faire converger les mobilisations entre elles. Construire un front unitaire contre les ordonnances, pour le maintien de l'emploi, contre la dégradation des conditions de travail, contre la criminalisation du mouvement social.

Le jugement sera rendu le 29 janvier. **Robert Pelletier**

**Les Rencontre de La Brèche**
JEUDI 25 JANVIER

Avec **Robert Hirsch** autour de son livre *Sont-ils toujours des Juifs allemands? La gauche radicale et les Juifs depuis 1968**

Dès 18 heures à la librairie,
27, rue Taine, Paris 12^e

Tout ce qui concerne les Juifs est sujet à maintes discussions dans l'Europe d'après la Shoah. Ces dernières années, le débat sur l'antisémitisme a pris une ampleur considérable, le mal se manifestant à nouveau sur le Vieux Continent. En France, ce fut sous une forme meurtrière, dont l'assassinat d'enfants à Toulouse en 2012 ou l'attentat de l'Hyper Cacher en 2015. Ce livre tente, après d'autres, d'expliquer les racines de ce renouveau antisémite. Il le fait du point de vue d'un historien engagé dans la gauche radicale depuis 1968, et qui tente de comprendre pourquoi « la gauche de la gauche » s'est si peu mobilisée dans les années 2000 contre ce nouvel antisémitisme, elle qui avait proclamé en 1968 « *Nous sommes tous des Juifs allemands* ». Les explications ne résideraient-elles pas dans le fait que des populations nouvelles, elles-mêmes discriminées, reprennent à leur compte la haine des Juifs? Et dans la politique de l'État d'Israël, qui viendrait perturber les combats anciens contre l'antisémitisme?

Mais ce n'est pas la seule question qu'aborde Robert Hirsch dans cet ouvrage. Il part à la recherche du lien entre la jeunesse juive des années 1960-1970 et la gauche radicale. Intéressé par l'ampleur de la participation de ces jeunes Juifs et Juives à la radicalisation gauchiste, il tente d'en explorer les raisons. Le livre décrit également la distanciation qui s'opère entre la gauche radicale et les Juifs, ainsi que les modifications générationnelles qui l'expliquent.

Au total, un ouvrage qui, du sein de la gauche radicale, tente d'étudier l'évolution des liens forts entre elle et les Juifs, mais aussi ses hésitations à propos du retour de l'antisémitisme, en prenant garde de ne pas tomber dans les caricatures trop souvent présentées à ce sujet. Un livre qui relie une actualité souvent dramatique à une histoire plus complexe qu'on ne veut bien le dire. Une voix qui rappelle combien ce qui concerne les Juifs est au cœur des problèmes contemporains et qui affirme que la gauche radicale n'a pas le droit de s'en désintéresser. (Présentation de l'éditeur)

Sont-ils toujours des Juifs allemands? La gauche radicale et les Juifs depuis 1968, éditions l'Arbre bleu, 2017, 314 pages, 25 euros.

**50 ans après mai 68,
vous êtes invité-e-s à
un débat**

Mai 68 - 2018?

AVEC **Alain Krivine**,
un des dirigeants de ce
soulèvement étudiant et ouvrier

**Mercredi
24 janvier
à 19h30,**



**au Café/restaurant Le
108
108 avenue de Flandre,
75019 Paris
(M° Crimée, sortie 2).**



Essai

Le Rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires, de Daniel Lindenberg

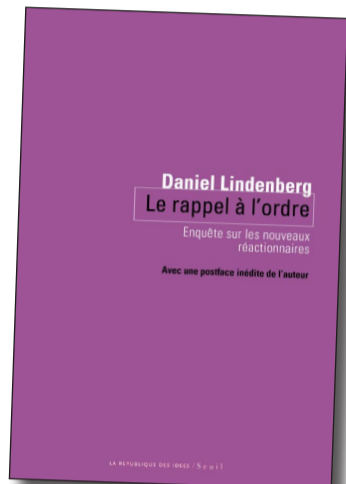
Le Seuil, 2002 (nouvelle édition 2016), 112 pages, 11.80 euros.

Daniel Lindenberg, historien des idées et professeur de Science politique à l'université Paris VIII, est mort à Paris le 12 janvier. Il était âgé de 77 ans.

Homme de gauche, passé par l'UEC puis par l'UJC-m (maoïste), Daniel Lindenberg s'est tourné vers un «socialisme non marxiste» au cours des années 1970, sans pour autant abandonner les combats progressistes. Il devient à la fin des années 1980 un contributeur de la revue *Esprit* tout en demeurant engagé dans «l'aventure» de l'université de Vincennes-Saint-Denis, où il enseignera jusqu'à la fin de sa carrière, dirigeant ou co-dirigeant de nombreuses thèses de science politique – dont celle de l'auteur de ces lignes.

Les «nouveaux réactionnaires»

Daniel Lindenberg était loin d'être un compagnon de route de la gauche radicale et ne taisait pas ses critiques à l'égard des marxistes, mais il ne refusait pas la confrontation des idées. En mars 2016 encore, à l'invitation de la Société Louise-Michel, il animait une soirée-débat autour d'une intervention intitulée



«La révolution conservatrice et ses réseaux».

Daniel Lindenberg est surtout connu pour avoir publié en 2002, aux lendemains d'une élection présidentielle marquée par la «surprise» Le Pen, un pamphlet intitulé *Le Rappel à l'ordre : enquête sur les nouveaux réactionnaires*. Un court ouvrage (une centaine de pages) dans lequel il s'en prenait sans ménagement à

plusieurs intellectuels (philosophes, écrivains, historiens) qualifiés de «nouveaux réactionnaires» dans la mesure où, alors qu'ils avaient un passé de «gauche», ils se retrouvaient désormais aux avant-postes d'une offensive conservatrice «contre la culture de masse, contre les droits de l'homme, contre 68, contre le féminisme, contre l'antiracisme, contre l'islam». Parmi les cibles de Lindenberg : Pierre-André Taguieff, Michel Houellebecq, Luc Ferry, Pascal Bruckner, Pierre Nora ou encore Marcel Gauchet.

L'ouvrage déclencha une polémique d'une rare intensité dans les grands médias, et Lindenberg fut la cible d'attaques violentes de la part de ceux qu'il avait identifiés comme «nouveaux réactionnaires» – et de ceux qui se reconnaissaient dans les contours définis dans le livre. *Le Rappel à l'ordre* est loin d'être exempt de toute critique, notamment celles formulées à l'époque par Daniel Bensaid, qui reprochait à Lindenberg de «se situer sur le registre du relevé de citations et de

la dénonciation» et qui déplorait «l'absence de mise en relation sérieuse entre l'évolution du paysage intellectuel et les référents politiques de l'époque».

«Droitisation de l'intelligentsia»

Il n'en demeure pas moins que ce livre, réédité en 2016 avec une postface inédite de l'auteur, mérite d'être (re)lu tant il fut l'un des premiers à décrire un phénomène dont on mesure, 15 ans plus tard, l'ampleur, au point que certains ont qualifié l'ouvrage de «prémonitoire», voire «prophétique». Interviewé par *Libération* à l'occasion de cette réédition, Daniel Lindenberg déclarait : «À la publication de mon essai, en 2002, je m'attendais à un débat, pas à des insultes. On m'a accusé d'être un inquisiteur, d'appartenir à la police de la pensée. On a voulu faire croire que tous ces gens de gauche que je qualifiais de nouveaux réactionnaires se posaient simplement des questions sur la nation ou l'immigration et qu'ils avaient le droit de ne pas être angéliques. Cette droitisation de l'intelligentsia, elle ne fait plus aucun doute aujourd'hui. Je ne regrette rien. Ceux qui me mettaient en accusation sont aujourd'hui les premiers à faire sauter les bouchons de champagne pour célébrer leur victoire dans la guerre des idées.»

Il y a, malheureusement, beaucoup de vrai là-dedans...
Julien Salingue

Essai

Blues et féminisme noir, d'Angela Davis

Éditions Libertalia, 416 pages + 1CD, 20 euros.



À travers la vie et l'œuvre de trois femmes noires, chanteuses de blues et de jazz, Angela Davis nous propose de découvrir à la fois l'univers musical dans lequel elles se sont trouvées plongées mais aussi et surtout l'émergence d'un féminisme noir anticipant les grands combats féministes ultérieurs.

Si les discographes traditionnels du blues, généralement masculins, font plutôt la part belle aux hommes, Angela Davis nous fait partager le parcours des deux immenses «idoles» que furent Gertrude «Ma» Rainey et Bessie Smith. Des vies bousculées et bousculantes dans lesquelles les thèmes classiques du blues, la route et la misère sociale, se retrouvent au côté de la lutte politique et surtout de la libération sexuelle.

«Double langage» du blues

Écrits quelques décennies après la fin de l'esclavage, les textes des deux chanteuses finissent de briser les chaînes d'un système où privation de liberté et violence étaient le quotidien des hommes et des femmes. Elles s'acharnent à mettre en cause le statut de femmes au foyer en «prenant la route» et en affichant une liberté sexuelle qui ne manque pas de choquer, y compris dans la petite bourgeoisie noire. Les longs extraits de chansons permettent d'accéder au «double langage» du blues, où l'argot le dispute aux volontaires ambiguïtés des expressions. L'évocation de la vie et de la carrière de Billie Holiday est l'occasion d'un autre décryptage. Une chanteuse entre blues et jazz dont la presse étalait le plus souvent les difficultés de la vie et dont les textes étaient moins systématiquement «sociaux». Angela Davis décode un deuxième degré dans l'interprétation de Billie Holiday, qui ouvre plus logiquement sur le célèbre *Strange fruit*.

Au total, trois histoires de femmes qui donnent une belle place au féminisme noir sur la voie de la lutte pour la libération de toutes les femmes. En prime, un CD de chansons de «Ma» Rainey et Bessie Smith. Si vous êtes en retard d'un cadeau de Noël...
Robert Pelletier

Essai

Petrograd Rouge, la Révolution dans les usines (1917-1918), de Stephen A. Smith

Éditions les Nuits rouges, 436 pages, 17 euros.

Plus ancien que l'ouvrage de David Mandel (voir ci-dessous), puisque sa première édition en langue anglaise date de 1983, le livre de Stephen Smith a bien des ressemblances avec celui-ci.

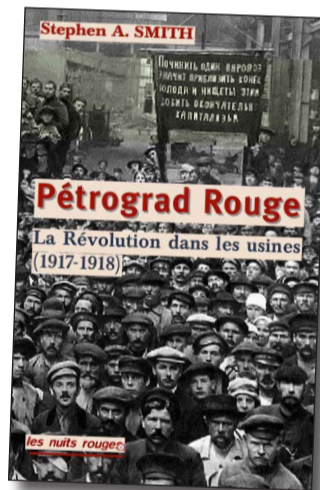
Smith s'attache à détailler les origines sociales des ouvriers et leur évolution au fil des années ainsi que les divisions liées à la qualification, à l'âge ou au sexe. Après la description des méthodes patronales, «les patrons restaient plus attachés au "bâton" qu'à la "carotte" pour diriger leurs entreprises», il met en évidence les modifications importantes apportées par la révolution de février.

Développement des comités d'usine

C'est la consolidation de ces avancées qui explique le développement des comités d'usine dont Smith détaille la composition et le fonctionnement. L'évolution de la situation politique, le chaos économique vont inciter les ouvriers à tenter d'élargir leur prérogatives en s'appuyant sur le contrôle ouvrier. Smith comble partiellement un manque dans le travail de Mandel en consacrant plusieurs pages et passages aux ouvrières. Si la description des difficultés de la remise en route de l'activité économique diffère peu de celle de Mandel, la mainmise, d'abord par les syndicats puis par le parti, sa critique des positions de Lénine est plus radicale : «Ainsi, pour lui (Lénine), les méthodes capitalistes de discipline au travail et de gestion par un seul n'étaient pas forcément incompatibles avec le socialisme. En fait, il alla si loin dans cette direction qu'il finit par considérer ces méthodes comme

intrinsèquement progressistes, ne comprenant pas qu'elles savaient les initiatives ouvrières sur les lieux de production. Lénine pensait que la transition vers le socialisme, en

dernière instance, était garantie non par l'auto-activité des ouvriers mais par le caractère "prolétarien" du pouvoir d'état».
RP



Essai

Petrograd Rouge, les soviets de Petrograd (1917-1918), de David Mandel

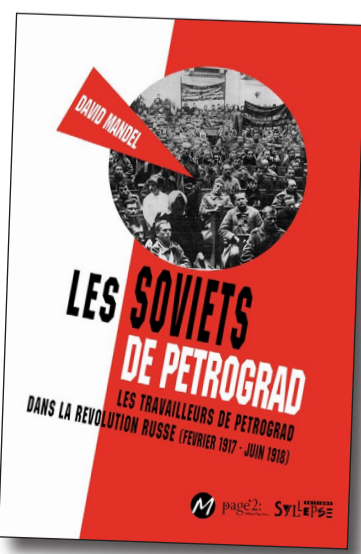
Éditions Syllepse, 568 pages, 25 euros.

L'objectif de David Mandel est de nous faire vivre «en direct» les différents épisodes de la révolution russe à Petrograd au plus près de «ceux d'en bas».

Une description minutieuse de la réalité ou plutôt des réalités du prolétariat de Petrograd suivi dans ses évolutions «sociologiques» imposées par la guerre, dans ses hésitations politiques depuis février jusqu'en octobre. Évolutions politiques qui se font sous la pression de la volonté de la classe ouvrière de construire, d'imposer, de conserver, ses revendications.

Contre toute vision linéaire

Mandel contribue de façon particulièrement riche et documentée à tordre le cou à toute écriture d'une histoire linéaire, pré-programmée. Toutes les questions sont débattues autour de la façon de prendre en



main la production, l'organisation de l'activité industrielle. Confrontés ici à la désertion des directeurs d'usine, là au sabotage par ceux d'entre eux qui tentent d'empêcher leur mise à l'écart, la concrétisation des mots d'ordre de contrôle ouvrier, de nationalisations, de «Tout le pouvoir aux soviets». Un dernier chapitre très prenant où l'auteur décrit un prolétariat aux abois, en partie incrédule devant la signature de la paix avec l'Allemagne. Mais surtout dont la désintégration physique va laisser la place à un appareil de plus en plus autoritaire, confronté à l'énorme tâche de reconstruction du pays en guerre civile.
RP

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Le phénomène jihadiste dure depuis près de 30 ans, et il va probablement durer encore au moins 30 ans. »

Dans votre livre, vous expliquez que contrairement à une idée en vogue, le jihadisme n'est pas un phénomène récent en France.

En effet. On constate dès le début des années 1990 la constitution, en France, de réseaux de solidarité avec le GIA algérien : c'est ainsi que s'implante le phénomène jihadiste, avec des jeunes sensibles à la cause algérienne qui fournissent une aide logistique aux membres du GIA qui commettent des attentats en France. Cela se conjugue avec le développement, à l'échelle internationale, du phénomène jihadiste, dans la foulée de l'intervention irakienne au Koweït. Avant cela, le jihadisme contemporain, à proprement parler, n'existe pas, dans le sens où les deux branches du salafisme se confondent : il n'y a pas encore de séparation stricte, chez ces adeptes d'un islam rigoriste, entre une vision essentiellement spirituelle et une vision plus politico-militaire. On a ainsi des salafistes quietistes, dans une quête essentiellement spirituelle et donc peu portés sur la violence, qui peuvent aussi être séduits par le discours de défense de l'Afghanistan contre l'URSS et, dans le même temps, des salafistes partisans de la lutte armée comme Ben Laden qui sont proches de certains prédicateurs quietistes. C'est à partir de 1991 qu'un violent désaccord va s'exprimer, lorsque l'Arabie saoudite accueille des soldats américains sur son sol dans la perspective de la guerre contre l'Irak. Alors qu'une partie des salafistes disent qu'il faut se ranger à l'avis de l'autorité saoudienne, ceux qui vont devenir l'ossature du courant jihadiste refusent absolument que des soldats «impies» s'installent en terre d'Islam. Et c'est ce courant, qui développe son idéologie et sa théologie propres, qui va «rencontrer», via les réseaux du GIA, les militants français.

Ces derniers sont également sensibles à la guerre en Bosnie-Herzégovine, vue comme le théâtre de massacres de musulmans, avec notamment le massacre de Srebrenica : certains veulent tenter de faire quelque chose, vont même s'y rendre, avec parfois un côté pieds-nickelés... C'est à cette époque que se développe ce que l'on peut appeler la «culture du jihad» : on fait un pas en direction de territoires de guerre, on adopte l'idéologie du martyr. Ceux qui rentrent de Bosnie rencontrent des anciens d'Afghanistan, qui vont les prendre sous leur aile, contribuer à les former, les aider à se rendre à leur tour en Afghanistan. C'est ainsi que naît un milieu de militants jihadistes, qui sera déterminant par la suite puisqu'ils guideront les jihadistes des années 2000 et 2010, vers l'Irak et la Syrie.

L'État islamique a toutefois des caractéristiques et une force d'attraction spécifiques.

Oui. L'État islamique (EI) produit ses propres idéologies et s'en prend vivement à certains cheikhs qui sont des références du jihadisme au début des années 2010, comme Abou Mohammed al-Maqdisi. Cela témoigne d'une évolution, qui court sur plus de 25 ans, puisque pendant les années 1990 il n'était évidemment pas question d'instaurer un califat : le jihadisme version EI est antagoniste de celui de Ben Laden et d'al-Qaïda,

Entretien. Pierre Puchot est journaliste indépendant. Il vient de publier, chez Stock, «Le combat vous a été prescrit: une histoire du jihad en France», coécrit avec Romain Caillet. L'occasion de revenir avec lui sur la genèse du phénomène jihadiste et sur son actualité.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

pour lequel la proclamation du califat par l'EI est beaucoup trop prématurée. Il y a donc une filiation directe, théologique et idéologique, mais l'EI a produit ses propres référents, sa propre idéologie et son propre projet politique, dans lesquels des jihadistes «historiques» se retrouvent, à l'instar de Farid Melouk, membre des réseaux GIA dans les années 1990, et qui se trouve aujourd'hui, très probablement, quelque part entre l'Irak et la Syrie dans les rangs de l'EI au côté de 1200 autres Français.

C'est pour cela que vous écrivez que le phénomène jihadiste n'est pas réductible à une «radicalisation express» et que pour être compris, il doit être pensé dans la durée.

Certains se radicalisent rapidement. Je pense au cas d'un jeune homme originaire du Havre qui, en quelques mois, est d'abord devenu musulman et qui très vite, par des rencontres, a été séduit par le dogme jihadiste sans connaître grand chose à l'Islam, reprenant à son compte un discours antichréien, antisémite, basique et très facile à assimiler.

Mais ces gens n'existeraient pas s'il n'y avait pas ce que l'on pourrait appeler, en s'inspirant d'Habermas, des «personnes référentes», héritières d'une idéologie qui s'est construite sur 30 ans. Si une forte proportion de ceux qui sont partis en Syrie à partir de 2012 se sont radicalisés rapidement, ceux qui les ont guidés sont des idéologues formés, avec une importante culture théologique, historique, politique, etc. C'est par exemple le cas de Thomas Barnouin, arrêté en décembre par les Kurdes en Syrie. Il avait la biographie de Malcolm X sur sa table de chevet lorsqu'il était plus jeune, il a lu des livres de son grand-père sur la résistance, c'est un excellent médiéviste, cultivé, qui a fait son chemin intellectuel et qui a choisi, en conscience, le jihadisme. Dans leur cas, le jihad, finalement, c'est une conjonction de trois choses : un profil sociologique, une démarche théologique, un moment politique. Le moment politique de l'EI a ainsi «rencontré» la démarche théologique de gens qui présentaient un profil relativement friable, en déshérence.

Du côté du gouvernement français, la lutte contre le jihadisme semble se résumer au couple guerre là-bas/«déradicalisation» ici. Et ça ne semble pas fonctionner...

Le phénomène jihadiste a été largement sous-estimé en France pendant plus de 25 ans. Et quand les attentats de janvier et novembre 2015 ont eu lieu, il y a eu une forme de sidération, y compris dans les sphères dirigeantes. On a réagi brutalement et sans réfléchir, en réactivant le concept de «guerre contre le terrorisme» et en sortant du chapeau la «déradicalisation». Mais si on prend un peu de recul, on se rend compte que d'autres États ont, par le passé, tenté la «déradicalisation», et que ça n'a pas marché. En Arabie saoudite, où d'importantes sommes avaient été dépensées pour la «déradicalisation», on a ainsi le cas d'un individu qui, bien que «déradicalisé», est devenu un des émirs d'AQPA (al-Qaïda dans la péninsule arabique). Cela ne peut pas fonctionner pour une bonne raison : on ne déradicalise pas sur commande. Des gens qui ont adopté un projet politique suite à un parcours personnel, intellectuel et théologique de plusieurs années ne vont pas changer d'avis du jour au lendemain parce qu'ils auront discuté avec des psys. Cela ne peut venir que d'une démarche longue, dans laquelle l'individu avance de lui-même, sans qu'il y soit contraint par qui que ce soit...

Quant à la réponse militaire là-bas, là encore c'est une erreur. Ce n'est pas parce que l'EI va subir des défaites militaires en Irak et en Syrie que son rayonnement international va disparaître. L'EI prospère sur des États

faillis, et ils sont nombreux de par le monde : des groupes lui ont prêté allégeance dans nombre de pays, de la Libye à l'Asie du Sud-Est, ce qui témoigne de la force d'attraction du groupe, y compris lorsqu'il est en perte de vitesse sur le plan militaire. L'EI et les groupes desquels il est issu ont déjà subi d'importantes défaites militaires par le passé, ce qui ne les a pas empêchés de se reformer et de se renforcer.

Une dernière question d'actualité : que faire des jihadistes français qui se font arrêter en Irak et en Syrie ?

Sur ce sujet, il faut essayer de garder la tête froide. Le phénomène jihadiste dure depuis près de 30 ans, et il va probablement durer encore au moins 30 ans. La réponse ne peut donc pas être de confier la patate chaude aux Kurdes, dont la situation politique et territoriale est plus qu'instable, ni aux Irakiens, qui évoluent dans un État failli, de guerre civile larvée, et qui pratique la peine de mort. On croit se débarrasser du problème, mais c'est en réalité le meilleur moyen de le faire persister. La haine que pourraient susciter des procédures expéditives, voire des exécutions, contribuerait à alimenter encore un peu plus le sentiment d'injustice sur lequel le jihadisme prospère, et convaincre de jeunes Français sympathisants de l'EI de rejoindre eux aussi le jihad... Faire revenir les jihadistes, en négociation avec les autorités locales bien sûr, et organiser de véritables procès, ce serait déjà témoigner du fait qu'on prend au sérieux le problème, qu'on s'en occupe et qu'on n'essaie pas de s'en débarrasser en le confiant à d'autres. De véritables «grands procès» pourraient permettre d'explorer en profondeur le phénomène jihadiste, de mieux le comprendre, et cela pourrait peut-être même permettre d'avoir un véritable débat, large et constructif, sur le sujet, déconnecté du prisme émotionnel qui écrase aujourd'hui la question.

Propos recueillis par Julien Salingue



L'image de la semaine



Vu ailleurs



HLM INDÉSIRABLES.

C'est un palmarès dont on se passerait bien, que publie

comme chaque année la Fondation abbé-Pierre (FAP). Il concerne l'application de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) qui oblige chaque commune à atteindre sur son territoire un quota de 20 ou 25% de HLM. [...] L'étude de la FAP rappelle que 1152 communes sont soumises à cette loi, car elles comptent moins de 20% ou 25% de logements sociaux. Les textes prévoient un rattrapage progressif sur une vingtaine d'années. Chaque ville est tenue par un objectif de construction triennal : ça peut être 20, 40, 100 logements ou plus à réaliser par période de trois ans selon la taille de la commune et l'ampleur de son déficit de HLM.

Mais toutes ne jouent pas le jeu : «528 [villes] soit 45% d'entre elles, n'ont pas atteint leur objectif quantitatif triennal. Parmi elles, 281 n'ont même pas réalisé la moitié de l'objectif [...], 67 [d'entre elles] ont un taux d'atteinte du résultat égal à zéro», observe la FAP. [...]

Certaines localités contournent à leur manière la loi en construisant avant tout des logements sociaux PLS (destinés aux classes moyennes), au détriment de logement Plus (destinés aux ménages modestes) et surtout des Plai (destinés aux personnes démunies). [...] Ce sont les préfets qui dans les départements sont censés faire respecter la loi. Mais ils font «rarement preuve de sévérité à l'égard des maires» réfractaires, estime l'étude de la FAP. [...]

Alors que le gouvernement doit présenter un projet de loi Logement au printemps, la FAP estime que «dix-sept ans après son adoption, la loi SRU doit être protégée contre toutes les tentatives de suppression ou de dénaturation». On sait que de nombreux élus locaux font un lobbying incessant auprès du ministère de la Cohésion des territoires pour obtenir des infléchissements, qui en réalité videraient le texte de sa substance. Ainsi des élus voudraient inclure dans les quotas de 20% ou 25% de logements sociaux, les logements en accession à la propriété ou les PLI (logements pour cadres). Du coup, toutes les communes seraient dans les clous et dispensées de construire de vrais HLM.

Tonino Serafini, «Les HLM toujours indésirables dans la moitié des communes», Libération, 10 janvier 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : 10€ = 3 MOIS D'HEBDO ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €			
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Mail :

Désignation du compte à débiter IBAN : BIC :

Mandat de prélèvement SEPA En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire